

HISTORIA
magazine



Publication parusant le lundi - n° 337 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Suisse 3,50 FS - UNE PUBLICATION YALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



APRÈS LA RÉVOLTE : LES MOTIFS D'UN ÉCHEC

HISTORIA

magazine

LA GUERRE D'ALGÉRIE

CHAQUE MOIS
LES MEILLEURES PHOTOS,
EN DIAPPOSITIVES
ALBUM N° 11



DE LA GUERRE A LA GUERRE CIVILE

Jean FONTUGNE

EN ce début du mois de mai 1961, tout paraît être rentré dans l'ordre. D'une part, les hautes autorités, un moment éloignées d'Alger, occupent à nouveau la Délégation générale, d'autre part, les fonctionnaires ou cadres militaires qui n'ont pas pris parti retrouvent leurs bureaux ou leurs unités.

Et pourtant, dans le discours prononcé le 8 mai, le général de Gaulle fait le point de la situation mais il parle essentiellement de sanctions et de mesures de répression !

C'est qu'en effet, si les services de l'administration semblent maintenant fonctionner normalement, l'O.A.S. multiplie ses activités : les attentats sont chaque jour plus nombreux aussi bien en métropole qu'en Algérie.

Malgré les renforts de police et les mesures de contrôle de tout ordre, les commandos sont rarement arrêtés et poursuivent impunément leur action. De son côté, l'A.L.N., en dehors de quelques rares embuscades, ne fait preuve que de peu d'initiatives sur le terrain. Même dans les centres urbains on note une nette baisse du terrorisme. Faut-il y voir une des conséquences des divisions qui s'aggravent de jour en jour en Tunisie entre les politiques du G.P.R.A. et les cadres supérieurs de l'A.L.N. ou simplement les ordres donnés aux djounoud au lendemain du putsch et à la veille de nouvelles négociations ?

Il ne fait, en effet, plus de doute que le gouvernement français, sans tenir compte de la guerre civile décidée par l'O.A.S. et devant l'aggravation de la situation sociale marquée par des grèves multiples, a décidé de mettre un terme à l'affaire algérienne.

Dès le 20 mai, c'est le délégué général et le commandant des forces françaises en Algérie qui annonceront officiellement une trêve unilatérale alors que, le même jour, les représentants du G.P.R.A. arrivent à Évian.

C'est également dans le même temps qu'est fixée l'ouverture du procès des généraux Challe et Zeller et que Paris s'apprête à recevoir le président Kennedy. Les preuves de bonne volonté données par le gouvernement français pour mettre un terme au conflit ne pouvaient qu'impressionner favorablement le président des États-Unis.

J. F.

Sommaire n° 95 - Historia magazine n° 337

2729 - Intermède saharien...

Pierre-Albert Lambert

2736 - Et tout rentre enfin dans l'ordre

Ph. Masson

2740 - Les choses vues du pays de Bade

Général Gribius

2748 - Quand j'étais traqué par l'O.A.S.

Lucien Bitterlin

2753 - L'armée déchirée

Général Hublot

121. La cathédrale Saint-Philippe. - 122. Purs, durs, torts : les parus. - 123. Région d'Aumale. - 124. Les anciens combattants. - 125. Le 5^e spahis algérien. - 126. Calla, l'El-Kall des Arabes. - 127. Paysage de Petite Kabylie. - 128. Le Sahara. - 129. Sans les mants de Fronda. - 130. La côte, à l'est de Cherchell. - 131. Les ruines romaines de Djemila. - 132. Takerboust.

La série de 12 diapositives : 12 F.

Abonnement 1 an (144 diapositives en 12 albums) : 120 F.

Abonnement 2 ans (288 diapositives en 24 albums) : 230 F.

(La première série, encore disponible au prix de 10 F., est hors abonnement.)

Règlement exclusivement à la commande par chèque bancaire, chèque postal (C.C.P. Historia Magazine-Paris 2778-70), mandat, etc.

170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cédex 14.



Fernand Gambiez, général courageux.



Robert Buron : tient son journal.



Jean Morin : obtempère sagement.



Vézinet : résiste aux légionnaires.



In-Salah, chef-lieu de la commune indigène du Tidikelt, dépendant du territoire des Oasis. C'est là que sont conduits les prisonniers de marque des putschistes.

INTERMÈDE SAHARIEN...

Le marché d'In-Salah, petite ville pittoresque bâtie, dans le style néo-soudanais, en argile rouge : un lieu animé.



TOUT le monde consigné au salon! Interdiction de monter dans les chambres!

Les légionnaires parachutistes, qui, pour la plupart, s'expriment entre eux dans la langue de Goethe, veillent à ce que la consigne soit respectée en faisant les cent pas devant les grandes baies. Depuis trente-six heures déjà, depuis que les hommes du 1^{er} R.E.P. se sont emparés d'Alger, le palais d'Été est aux mains des insurgés. Le délégué général, Jean Morin, son hôte, Robert Buron, ministre des Transports, le préfet Auber, directeur de la sûreté, leurs collaborateurs, les femmes, les enfants — au total une vingtaine de personnes —, tout le monde est bouclé.

Trois messages, ou l'éphéméride d'une courte révolution

Coup de Frégac, directeur de l'Information en Algérie, ► annonce la fin du putsch. Après quatre jours et cinq nuits. Apprenant que « quelque chose se passait », il avait dit à Morin, la nuit du putsch : « Je n'ai pas une âme de prisonnier. Je pars. Leur histoire ne peut durer au-delà de trois semaines. Il est préférable de se cacher quelques jours, puis de voir ce qu'on peut faire. »



Gamma

N° 4023/3/OPE.

« DEPUIS CE MATIN 22 AVRIL 1961 LE COMMANDEMENT EN CHEF CIVIL ET MILITAIRE EN ALGERIE EST EXERCÉ PAR LE GÉNÉRAL D'ARMÉE AÉRIENNE MAURICE CHALLE
STOP - DU FOND DE LA CONSCIENCE JE FAIS CONFIANCE AUX AVIATEURS DE LA SECTEUR RÉGION AÉRIENNE POUR MAINTENIR LEUR COHESION ET LEUR UNITÉ DERRIÈRE CE CHEF DONT JE VOUS TRANSMETTRAI LES ORDRES - SIGNE : GÉNÉRAL BIGOT.

Message du général Bigot du 22 avril informant la base aérienne 148 de la prise du pouvoir par le général Challe.

DU COMMANDANT DE LA BASE.

Les prescriptions du message N° 4023/3/OPE du 22 AVRIL

1961 sont annulées - La Base Aérienne N° 148 ne reconnaît plus que l'Autorité du Gouvernement légal.

Le Lieutenant-Colonel Commandant la Base continue à assurer la responsabilité du Commandement dans ce sens -

Les ordres donnés à son échelon n'auront pas d'autre but que la sauvegarde des Installations et le Maintien de l'Ordre à l'Intérieur de la Base -

Note du 24 avril du commandant de la base stipulant qu'il ne reconnaît que l'autorité du gouvernement légal.

- ORDRE DU JOUR -

OFFICIERS - SOUS-OFFICIERS - SOLDATS DE L'ARMÉE DE L'AIR EN ALGERIE, JE VOUS FELICITE DE VOTRE ATTITUDE AU COURS DE CES DURS ET TRAGIQUES JOURNÉES, VOUS AVEZ PERMIS PAR VOTRE DÉTERMINATION ET VOTRE FIDÉLITÉ AU GOUVERNEMENT DE LA FRANCE ET AU CHEF DE L'ÉTAT, LE GÉNÉRAL DE GAULLE, LE MAINTIEN DE LA LÉGALITÉ FRANÇAISE UN INSTANT ÉBRANLÉ - STOP - VOTRE UNANIMITÉ ET VOTRE DEVOUEMENT ONT APPORTÉ LE SOUTIEN INDISPENSABLE ET EFFICACE POUR L'ACCOMPLISSEMENT DE MA TÂCHE - JE VOUS EN REMERCIE DU FOND DU CŒUR - STOP - MAINTENANT VOUS DEVEZ PENSER LES PLAIES ET RÉPARER LE MAL FAIT PAR QUELQUES HOMMES - STOP - TOUT D'ABORD JE VOUS DEMANDE DE MAINTENIR VOTRE COHESION ET VOTRE DISCIPLINE DERRIÈRE VOS CHIEFS QUI SONT CONFIRMÉS DANS LEUR COMMANDEMENT - AINSI SERA MAINTENUE LA FORCE ET L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT - STOP - NOUS DEVONS AINSI RETROUVER IMMÉDIATEMENT LA TOTALITÉ DE NOS ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES, LA LUTTE CONTRE LE P.L.M. CONTINUE, L'ORDRE DOIT ÊTRE RÉTABLI COMPLETEMENT POUR LE BIEN DE LA FRANCE ET DE L'ALGÉRIE - STOP - JE SAIS QUE JE PEUX AVOIR CONFIANCE EN VOS TOUTES ET VOUS EXPRIME LA FIERTÉ QUE J'AI À VOUS COMPARER - VIVE LA FRANCE - STOP - SIGNE : GÉNÉRAL M. FOURQUET.

Message de l'Éclaircieur, en date du 27 avril 1961, de la 9^e région aérienne à la base aérienne 148.

en profitant de la confusion

Il était un peu plus de 2 heures dans la nuit du 21 au 22 avril lorsque les commandos parachutistes du commandant Robin — une soixantaine d'hommes au total — ont escaladé les murs du parc, coupé à la cisaille le cadenas de la grille d'honneur, envahi le palais d'Été.

A leur tête, le commandant Forhan, chargé par les chefs du coup de force de s'assurer de la personne du délégué général. Il a, en plus, mis la main — c'était inattendu — sur un ministre de De Gaulle de passage à Alger... Profitant du brouhaha, de la confusion provoqués par l'intrusion des paras, Jean Morin a pu alerter Paris par téléphone. A mots couverts, il a expliqué à Michel Debré qu'il était prisonnier.

Il a appelé ensuite les superpréfets de Constantine et d'Oran ainsi que le général Bigot, qui commande l'aviation, et l'amiral Querville, patron de la marine. Mais bien vite on lui a coupé la ligne.

Autour d'une grande table

Le jour était levé lorsqu'une dizaine de civils se réclamant de l'O.A.S. se sont présentés au palais d'Été :

« Nous venons vous relever. Laissez-nous nous occuper de ces gens-là. Nous les connaissons bien et nous savons comment les traiter... »

Le commandant Forhan les a fermement invités à quitter les lieux, au grand soulagement des prisonniers.

La première matinée de captivité s'écoule, morne, inquiète. Étrange situation que celle de ces hommes, de ces femmes, incertains du sort qui les attend. Tout est possible. Leur « geôlier en chef », comme ils l'appellent, ne sait absolument pas ce que l'on fera d'eux. Il a l'ordre de ne laisser sortir personne. Alors, il exécute. C'est tout ! Les légionnaires, eux, ne répondent pas aux questions des prisonniers. Buron prend des notes. Morin écoute la radio...

A l'heure du déjeuner, tout le monde se retrouve autour d'une grande table : le délégué général, sa famille, ses collaborateurs les plus proches, Auber, Le Guilloud, directeur de la construction, le ministre et ceux qui l'accompagnent dans son voyage : René L'Helguen, François Lefebvre. Dans l'après-midi, les captifs apprennent que les nouveaux maîtres d'Alger ont l'intention de « déporter » loin de la Ville blanche toutes les personnalités gardées à vue. On se couchera tôt ce soir au palais d'Été en prévision du départ.

Dimanche matin, rien ne se passe. Robert Buron déplie les premiers journaux relatant le coup de force : « Je lis attentivement le texte de la proclamation de



Le putsch a échoué et les « déportés d'In-Salah » sont libérés. Le visage réjoui, ils descendent du *Noradas* qui les a ramenés à Alger. Les vacances sont finies.

l'état de siège, écrit-il dans son calepin (1). L'article 5 m'a beaucoup frappé et pour cause. Il est ainsi rédigé : *Les individus ayant participé directement à l'entreprise d'abandon de l'Algérie ou du Sahara seront mis en état d'arrestation et déferés devant un tribunal militaire qui sera incessamment créé pour connaître des crimes commis contre la sûreté de l'État. Le comité militaire aura seul qualité pour ordonner les arrestations.*

« Cela nous promet un procès curieux mais qui risque de se terminer mal si les insurgés conservent quelque temps la main sur l'Algérie sans pouvoir s'imposer en métropole, estime le ministre des Transports.

« Moi d'un côté, Morin et ses collaborateurs de l'autre, nous risquons d'être « bons ». Nous n'en sommes pas encore là, toutefois, et du moment que nous n'avons pas été exécutés hier matin... »

Le reste de la journée, les représentants de la République tuent le temps en jouant au bridge, auquel excelle le délégué général. Ils analysent longuement les bulletins d'informations des radios qui semblent indiquer que l'insurrection gagne du terrain. Le moral des prisonniers baisse d'heure en heure. Leur nombre s'est accru d'une unité avec le procureur Jourdan, arrêté la veille au palais de justice.

Dans la soirée toutes les oreilles sont tendues vers les transistors pour entendre le message du général de Gaulle :

« Au nom de tous les Français, j'ordonne que tous les moyens, je dis tous les moyens, soient employés pour barrer partout la route à ces hommes-là [les généraux putschistes]. En attendant de les réduire [...], j'interdis à tout Français, et d'abord à tout soldat, d'exécuter aucun de leurs ordres. L'avenir des usurpateurs ne doit être que celui que leur destine la rigueur des lois... »

Le moral remonte à l'audition de ces phrases énergiques qui émeuvent et subjuguent tout à la fois les prisonniers. Le moral remonte, mais pas parmi les gardiens. Robert Buron a saisi chez eux les premières réactions de découragement. Il note :

« J'aperçois trois paras qui utilisent leur transistor. Ils écoutent le général de Gaulle. Un quatrième soldat, qui s'est joint à eux, hoche la tête et quand le message est terminé, il déclare avec un impayable accent tudesque : « Eh bien, les chénéraux, » ils nous ont vodus dans le mertier, »

« Nous aussi avons senti en entendant le chef de l'État que l'échec du « quarte-ron » de généraux était acquis, ajoute le ministre du général. Quelle différence entre la certitude exprimée par le président de la République et l'hésitation dont témoignent les rebelles, qui, après deux

jours, n'ont pas pu décider encore que faire de nous. Notre conclusion à tous est unanime : ce n'est qu'une question de temps. »

L'euphorie succède à l'inquiétude parmi les captifs. Ils évaluent, ils apprécient, ils supputent, les uns avec fièvre, les autres avec philosophie, le temps qu'il faudra pour que s'effondre l'entreprise hasardeuse de Challe et de ses amis. Les commentaires vont bon train et le salon du palais d'Été a ce soir un petit air de café du Commerce. Mais voilà que le commandant Forhan apporte, peu après 22 heures, les ordres du nouveau commandant en chef.

Les hommes seront acheminés vers un camp du Sahara. Ils devront se tenir prêts pour le départ à 23 h 30. Les femmes et les enfants demeureront au palais d'Été mais n'auront pas le droit d'en sortir jusqu'à nouvel ordre.

Faut-il obtempérer ? Faut-il résister ? Très vite, Jean Morin, Robert Buron et ceux qui les entourent optent pour le premier terme de l'alternative. La victoire de la République ne fait pas de doute. Dès lors, à quoi bon prendre le moindre risque ?

D'ailleurs, il faut songer aux familles qui resteront et tiennent lieu d'otages en quelque sorte.

2 heures du matin. En convoi, les prisonniers du palais d'Été prennent la route, solidement encadrés. Le délégué général a pris place à l'arrière d'une voiture civile

(1) Il relatera ses mésaventures plus tard, dans ses *Carnets politiques*.



le petit général tente d'arrêter les G.M.C.

dont les poignées intérieures ont été enlevées. Près du chauffeur se tient un sous-officier para, mitrailleuse à la main. Le convoi s'arrête quelques instants à la sortie d'Alger. Puis il repart, grossi de plusieurs autres véhicules : le général Gambiez, le général Vézinet, le général de Saint-Hillier, arrêtés en différents points de la ville, sont eux aussi du voyage forcé.

Vézinet est ceinturé

A Maison-Blanche, tout le monde met pied à terre. Le bidasse qui a conduit Robert Buron profite d'un moment propice pour lui manifester sa sympathie. Il glisse à l'oreille du ministre : « Je suis du contingent, moi. Nous sommes avec vous, mais que pouvons-nous faire ? Nos officiers sont devenus fous, mais nous sommes certains que de Gaulle l'emportera. »

Dans une petite salle d'attente des inspecteurs de police fouillent les voyageurs malgré eux, confisquent les papiers. Les réflexions qu'a griffonnées à la hâte le ministre des Transports depuis le début de l'affaire se retrouveront un peu plus tard sur le bureau du général Challe. Les nouveaux venus racontent comment ils se sont fait « prendre aux pattes ». Et d'abord le commandant en chef, Fernand Gambiez : il est allé avec Saint-Hillier au-devant de la colonne du 1^{er} R.E.P. qui, partie de Zéralda, s'apprêtait à envahir Alger. Au risque de se faire écraser, le petit général — « Nimbus », comme l'appellent affectueusement ses officiers — a tenté d'arrêter les G.M.C. bourrés de légionnaires, en se plaçant au milieu de la chaussée, les bras en croix dans la lueur des phares.

— Ne te dégonfle pas ! Passe dessus ! hurlait une voix au chauffeur.

Le lourd véhicule ne s'est arrêté qu'à cinq centimètres du commandant en chef.

Non, rien de rien.

Non, je ne regrette rien.

Ce 27 avril 1961, deux cents « bérets verts », entassés dans leurs camions, deux cents hommes partagés entre la colère et le chagrin, claquent en traversant pour la dernière fois leur bonne ville de Zéralda, le refrain sur lequel Edith Piaf fut le donner tout Paris... Non ! ils ne regrettent rien. Et si c'était à refaire, ils recommenceraient.

L'ordre est venu de l'Élysée le lendemain de l'effondrement du putsch : tous les officiers du 1^{er} R.E.P., l'unité qui a servi de

— Retournez immédiatement à Zéralda, a-t-il ordonné à l'officier qui se tenait près du chauffeur.

— Vous n'êtes plus dans la course, c'est Challe qui commande, a répondu le para.

Et la colonne a poursuivi son chemin.

Un peu plus tard, devant le G.G., l'obstiné Gambiez a tenté de s'interposer une nouvelle fois lorsque les légionnaires ont ouvert les grilles. Là, il a été bousculé par un sous-officier à béret vert. Cette fois, il ne lui restait plus qu'à partir. Il est monté dans la voiture de Saint-Hillier et a donné ordre au chauffeur de démarrer. Alors un

ux des « bérets verts » du 1^{er} R.E.P. à Zéralda

« A Zéralda, la population s'est massée pour dire adieu à ses légionnaires. Le 1^{er} R.E.P. est dissous. Anéantie à Cao Bang, puis à Dien Bien Phu, cette unité d'élite meurt aujourd'hui une troisième fois.

far de l'enceinte à l'insurrection, doivent se constituer prisonniers. Il n'en aura laissé qu'un seul par compagnie. Le régiment abandonnera ses cantonnements de Zéralda et gagnera Sidi-Bel-Abbès où il sera dissous. Demain, le prestigieux R.E.P. aura cessé d'exister.

Le colonel Guiraud, qui se trouvait en permission lors du déclenchement du putsch, a rejoint ses hommes quelques heures après la reddition de son second, le commandant Danois de Saint-Marc. Il les a trouvés nerveux, excités, pas du tout décidés à se rendre. Beaucoup parlent de tirer un baroud d'honneur, de « faire Camerone » ici même.

Le colonel s'emploie à leur représenter que toute résistance est désormais inutile. Les blindés de la gendarmerie cerment la base, prêts à donner l'assaut comme ils en ont reçu l'ordre si les « bérets verts » s'obstinent. La plus grande partie de la flotte, arrivée la veille de Toulon, est là : quelques encablures, ses canons pointés sur Zéralda. Le porte-avions *Armand* tourne en rond non loin du rivage depuis le lever du jour.

Plus de trois
mille citations

Allons ! Il faut céder. C'en est fini du R.E.P. Créé au lendemain de la guerre 1939-1946, le régiment a été deux fois sacrifié en Indochine. D'abord, lorsqu'il s'est agi de dégager la colonne Lepage, encerclée dans les caïennais de la haute région tonkinoise : il n'en revint que sept légionnaires, par un de plus. Ensuite à Dien Bien Phu, où, pendant quatre mois, il fut engagé sans interruption.

Reconstitué, le 1^{er} R.E.P. devait participer, dès 1955, à la lutte contre l'ALN. Au cours d'innombrables actions, il a mis hors du combat près de 8.000 « fellas » et il a récupéré 5.000 armes. Mais aussi il a eu plus de 300 tués et quelques 500 blessés. L'un de ses chefs, le colonel Jeanpiere, a trouvé lui-même la mort au combat dans la région de Guelma. Pendant son seul séjour en Algérie, le 1^{er} R.E.P. a reçu, pour ses légionnaires-parachutistes, plus de trois mille citations. Son drapeau porte cinq palmes et le fourrageoir aux couleurs de la médaille militaire. En 1948, le général Vauquon lui a décerné le titre de « premier régiment de choc de l'armée française ».

De tout cela, de toute cette gloire, il ne restera, dans un peu de temps, que des souvenirs.

Dans le camp installé à l'écart des pins et des eucalyptus, la nervosité monte d'heure en heure au début de l'après-midi. Les blindés de la gendarmerie rasent leur étroite. Violentement affolés, des hommes d'officier entrent et sortent au volant de leur voiture.

Vers 13 heures, une épaisse fumée noire « élève d'un baraquement » : le régiment brûle ses archives. Puis des explosions retentissent. Les « bérets verts » font sauter leurs obus de

mortier. Ils sabordent aussi le mess et la cantine, témoins de chaudes soirées entre hommes et des joyeuses beuveries qui marquaient les retours d'opérations réussies.

« Nous ne voulons rien laisser, déclare un sous-officier. C'est la légion qui a construit ce camp. Personne n'en profitera après elle.

Une corvée de légionnaires est envoyée en ville acheter des valises, tandis que des officiers parcourent la ville en voiture en lançant de grands coups de klaxon. C'est le signal. Aussitôt la population européenne de Zéralda se dirige vers le camp pour dire adieu à « son » régiment. On va « les » saluer une dernière fois.

Les boutiquiers baissent leurs rideaux. Les jeunes filles — les « petites alides » — portent des brassées de fleurs. Une gamine vêtue de bleu répète le compliment dactylographié qu'elle tient à la main : « A nos glorieux légionnaires. »

Pour tous, la porte du camp s'ouvre. Pour tous, excepté les journalistes, qui stationnent devant la barrière depuis le matin. Ils sont chassés au loin, la mitrailleuse dans le dos.

« Bande de charognards ! lance un officier. Vous ne verrez pas pleurer les légionnaires.

Même les cinéastes du service cinématographique des armées sont refoulés. Pas question de filmer la mort du R.E.P.

« Vous êtes venus pour la curée ? Vous allez être servis ! ajoute le même officier.

Tandis que le clairon sonne le rassemblement, des coups de feu, des rafales de mitrailleuses se font entendre. Des clameurs éclatent. Des altercations aussi. Quelques légionnaires ont copieusement payé leur chagrin dans tous les flacons qu'ils ne pourront pas emporter.

Et puis c'est le silence. Une ultime et bouleversante cérémonie aux couleurs réunies autour du grand mât blanc, mêlées à la population de Zéralda, ces valeureux baroudeurs, jeunes d'Algérie et vétérans d'Indochine.

En fin d'après-midi, les hommes embarquent dans les camions couleur sable. Un officier, ou un sous-officier, se tient près du chauffeur. Certains crient « De Gaulle au poteau ! », d'autres, « Algérie française quand même ! ». Sur les joues de quelques-uns des larmes coulent. D'autres s'efforcent de sourire à la foule qui s'empresse à hurler « Vive la légion ! Vive la légion ! ».

Le convoi aux quelques 80 camions sort en trombe du camp. Les hommes répondent aux fleurs qui leur sont jetées par des rafales de mitrailleuses tirées en l'air, par des tirs de fusils multicolores. Le convoi traverse Zéralda où les Européens qui n'ont pu se rendre au camp courent sur les trottoirs, leur lançant un ultime adieu.

Après le départ de la ville, les musulmans aussi sont groupés sur le passage des « bérets verts ». Mais ceux sont silencieux et leurs visages s'expriment d'une satisfaction contenue.

Un à un, les lourds camions passent au milieu des cris, des larmes, des baisers envoyés à la volée. De la colonne, couvrant le grandement des moteurs, s'élève maintenant le refrain de la rengaine à la mode :

Non, rien de rien,

Non, je ne regrette rien...

jusqu'à ce que le dernier véhicule ait disparu dans un nuage de poussière. Là-bas, dans un tournant à la sortie de Zéralda, où les « bérets verts » du 1^{er} R.E.P. ne reviendront plus.

Pierre-Albert LAMBERT

faire un geste, par un commando ayant à sa tête le capitaine Mosconi, parachutiste de réputation mondiale : il est recordman de saut en parachute sans inhalateur. Cela ne console pas le colonel Moullet, en route lui aussi pour In-Salah.

4 heures du matin. Embarquement dans un *Noratlac* aux banquettes inconfortables. Une demi-douzaine de paras, la mitrailleuse sous le bras, jouent les convoyeurs. Prenant la situation du bon côté, les prisonniers plaisantent, échangent quelques bons mots dont Challe, Zeller et Jouhaud font les frais. Au commandant Forhan, qui s'étonne de cette bonne humeur, l'un des « déportés » lance :

« Pourquoi voudriez-vous que nous nous fassions du souci ? Nous savons comment tout cela se terminera. Si nous devons nourrir quelque inquiétude, ce serait pour vous, commandant, car bientôt c'est vous qui vous trouverez à notre place. »

Douche commune

Après trois heures et demie de vol, l'appareil et ses occupants somnolents se posent sur la piste d'In-Salah, à 1200 kilomètres d'Alger. Un autre appareil atterrit quelques instants après, apportant un autre contingent de prisonniers : les généraux Gombault et Leroux, les colonels Debrosse, Faig, Bazoncourt, Ceccaldi, les commandants Degast et Artignan, le président de l'Association pour le soutien au général de Gaulle, Claude Raybois, le préfet de police d'Alger, René Jannin.

En jeep, les prisonniers sont conduits au bordj d'In-Salah, installé au milieu des sables. Cela ressemble plus à un monastère du désert qu'à un palais. Dix-huit chambrettes cellules équipées d'un minuscule lavabo, meublées d'une chaise et d'un lit de fer. C'est tout ! Douche commune : une seule pour vingt personnes. De rares sièges à la turque pour commodités... Il faut attendre son tour... Voilà qui change bigrement du palais d'Été !

Le ministre Buron, qui doit se contenter d'une de ces cellules, constate que les « préfets » ont réussi à se faire affecter de vraies chambres dans la partie du bordj aménagée en hôtel. « J'y fais une incursion, note-t-il dans son carnet, et je m'aperçois que ces messieurs ont des douches individuelles. Décidément, la haute administration a le sens du confort. »

Après le déjeuner pris en commun dans la salle à manger de l'hôtel, un lieutenant informe Buron, Morin et le général Gambiez qu'ils ne doivent pas quitter leur chambre où ils sont consignés jusqu'à nouvel ordre. Véhémement protestation des deux hommes.

« Ce sont les ordres », répond l'officier comme en s'excusant.

« Vous n'avez d'ordre à recevoir que du général Gambiez », rétorque le ministre.

Un légionnaire d'origine belge est affecté au général en chef et au ministre des

capitaine para a lâché une rafale dans les pneus.

« Venez avec moi, a dit l'officier. Je vous emmène chez Challe. »

Un peu plus tard, les deux généraux se sont retrouvés à la caserne Pélissier où un officier de l'état-major du commandant en chef l'a invité à reprendre ses fonctions mais sous les ordres de Challe. S'il acceptait, il pourrait regagner sa villa où le chef du putsch irait le voir.

« Dites à Challe que j'ai oublié que nous étions camarades de promotion. Lorsque je le reverrai, je ne lui serrerai pas la main. Je ne lui adresserai pas la parole, »

Les putschistes ont compris qu'ils n'en tireraient rien. Ils n'ont pas insisté.

Quand ils ont voulu arrêter le général Vézinet à la caserne Pélissier, les paras légionnaires sont tombés sur un « os ». Cet ancien compagnon de Leclerc, gaulliste à tout crin, ne s'est pas laissé emmener comme ça. Il a fallu le ceinturer au moment où il saisissait son pistolet et l'embarquer de force. Dans sa précipitation à neutraliser le général, un légionnaire s'est blessé et a taché de son sang la vareuse étoilée.

Le colonel Moullet, chef de l'état-major opérationnel installé à Fort-l'Empereur, a été « cueilli », sans avoir eu le temps de

et tout le monde de barboter joyeusement

Transports. Il est de bonne composition, celui-là. Il ferme volontiers les yeux lorsque, le soir venu, un bridge s'organise dans une des chambrettes. Il accepte d'aller en ville acheter des shorts et des sandales pour tout le monde... C'est qu'il fait chaud à In-Salah!

A l'heure du dîner, le commandant en chef, le délégué général et le ministre se voient interdire la salle à manger.

« Retournez dans votre chambre. On vous y apportera à manger », leur dit le lieutenant para.

Pourquoi cette discrimination ? Pourquoi cette sévérité à leur encontre ? Les compagnons des trois « punis » protestent, font grand tapage, menacent de faire la grève de la faim... Un *modus vivendi* est accepté : une table sera dressée pour le général, le ministre et leurs collaborateurs dans la galerie qui court devant leurs chambres.

Qui paiera la note ?

Le soir, par la radio, les « touristes » d'In-Salah apprennent que les choses ne vont pas fort pour les putschistes. A Paris, une grève de protestation contre le coup de force atteste que la quasi-unanimité des métropolitains désavoue, et même condamne, les quatre généraux lancés dans une aventure dont on ne voit pas très bien comment elle pourrait aboutir. A Alger, les affaires ne tournent pas exactement comme elles devraient pour le « quartier ».

Le lendemain, dans la matinée, un nouvel arrivant vient grossir le petit groupe des « huiles » en villégiature au Sahara. C'est le général de Pouilly, le commandant du corps d'armée d'Oran. Il raconte qu'ayant accepté une rencontre avec Challe et Zeller à Alger, ce dernier l'a fait arrêter, malgré les assurances données de le laisser repartir comme il était venu.

« Zeller était furieux parce que j'ai fait traduire en arabe l'appel du général de Gaulle, explique Pouilly. Il m'a injurié et il a donné l'ordre à quatre paras de se saisir de moi, puis de m'amener ici, en criant : « Votre compte est bon, Pouilly, » votre compte est bon ! » En réalité, ajoute le patron de l'Oranais, rien ne va plus pour « eux ». Ils sont sur le point de craquer. »

Comme tous les prisonniers du monde, les internés d'In-Salah songent à l'évasion. Dans ce dessein, certains s'abouchent avec deux légionnaires, deux sous-officiers parachutistes qui, dès leur arrivée, leur ont paru favorables. Effectivement ceux-ci leur proposent de réunir des voitures à bord desquelles il serait possible de fuir vers le sud, vers le Niger. Le président Hamani



Diori ne pourrait qu'accueillir à bras ouverts ces fidèles de De Gaulle qui, pour avoir continué à lui obéir, se sont retrouvés prisonniers.

Mais pas le temps de préparer « la belle ». Inutile surtout... Les événements se précipitent. Il y a de la libération dans l'air, pour les captifs d'In-Salah!

Dans l'après-midi, prisonniers et geôliers mêlés sont saisis d'une même fièvre. Les radios l'annoncent : la situation a basculé, le putsch s'effondre, le pouvoir revient peu à peu aux mains des généraux et des fonctionnaires fidèles. Du coup, les gardiens perdent toute sévérité. L'autorisation est donnée à tous de se baigner dans la réserve d'eau de l'hôtel qui tient lieu de piscine à l'occasion. En plein Sahara, voilà qui n'est pas à dédaigner! Et tout le monde de barboter dans une ambiance joyeuse.

A l'issue du repas du soir, il n'y a plus à In-Salah ni prisonniers ni gardiens, mais des hommes vivant passionnément l'événement. Tous sont à l'écoute. Chacun paraît soulagé, les captifs parce qu'ils vont bientôt recouvrer la liberté; les paras et leurs officiers aussi qui, les jours précédents, nerveux et tendus, semblaient jouer un rôle imposé et non choisi.

« On a fait une connerie... Eh bien, on la paiera », déclare, parfaitement décontracté, un lieutenant à béret vert.

Un seul homme paraît inquiet, mal à l'aise. C'est l'hôtelier du bordj. Qui va payer la note ? Les prisonniers que l'on a contraints à ces vacances sahariennes ? Ou bien les putschistes qui les y ont envoyés ? Le délégué général rabroue sans ménagement le malheureux commerçant qui se plaint et qui risque fort, en effet, de voir sa facture demeurer impayée.

Le « Noratlas » a du mal à décoller

« Il est près de 22 heures, écrit Robert Buron dans ses *Carnets politiques*. Le speaker de Radio-Alger lit une proclamation particulièrement injurieuse à l'égard du président de la République. Tout à coup, il s'interrompt et, déformée par l'angoisse, une autre voix lance un appel : « Trahison ! trahison ! Algérois, tous au Forum ! Tout de suite, tout de suite ! » Un silence de quelques secondes suivi d'un long grésillement. Tous nous avons les nerfs tendus au maximum. Soudain, se-reine, calme, professionnelle, une troi-

« Le palais d'Été. C'est le groupement de chasseurs parachutistes du commandant Robin, qui comprenait 70 % d'hommes du contingent, qui fut chargé de s'emparer du palais, la nuit du putsch. Morin, consigné dans sa chambre, avait conservé une ligne téléphonique que les paras n'avaient pas découverte. Il réussit à appeler Paris pour expliquer la situation.



« Le palais d'Été » était tombé comme un fruit mûr. Et comment s'en étonner puisque les gendarmes mobiles qui le gardaient, après avoir sablé le champagne avec les paras, ont rendu les honneurs au commandant Robin ? « La partie était belle, trop belle peut-être, écrit le général Jouhaud, mais manquant les difficultés à venir. »

sième voix annonce : « Ici, France V, nous reprenons le relais normal avec Paris. »

... Et voilà ! Quatre fois vingt-quatre heures ne se sont pas écoulées depuis que l'ordre fatal et fou a été donné par le commandant de Saint-Marc au 1^{er} R.E.P. que déjà tout est fini !...

Ce soir, à In-Salah, les prisonniers vidant quelques flacons de whisky et lèvent leurs verres « au général », « à la légalité républicaine ». Le colonel Debrosse s'est rendu au poste de gendarmerie de la petite localité saharienne et il a donné l'ordre aux gendarmes, qui sont demeurés sans bouger chez eux pendant les heures critiques, de venir relever les paras au bordj et de veiller sur les personnalités. Le reste de la nuit s'écoule en discussions, en projets, en promesses de « célébrer ça » tous ensemble, au retour à Alger.

Quelques heures de repos et c'est le départ. Sur le petit terrain d'In-Salah, le général Gambiez, tout réjoui, fait rendre les honneurs au ministre, au délégué général, aux généraux, par les légionnaires parachutistes qui, hier encore, étaient leurs geôliers.

« Ils nous doivent bien cela », murmure, l'œil malicieux, le commandant en chef.

Le *Narutlas* envoyé par Alger a du mal

à décoller, il est trop lourd. C'est le ministre des Transports, pilote chevronné, qui arrache l'appareil à la piste... Un coup d'œil à travers le hublot : In-Salah, ses sables, la tache blanche du bordj s'éloignent. L'avion prend de l'altitude. Les

moteurs ronronnent maintenant à leur régime de croisière.

« Finies les vacances », lance une voix où perce comme un regret. **H**

Pierre-Albert LAMBERT

Robert Duron (ici)

en visite à Bône). Le ministre, au cours de ces jours agités, a tenu son journal, notant fidèlement tous les événements dont il a été et le témoin et la victime.

Après le putsch, libéré d'In-Salah, il fera son rapport au général de Gaulle. Il

lui parlera de la « victoire des transistors » et de la détermination des appelés, mais aussi des complicités, chez Messamer et Debré, d'un grand nombre d'officiers activistes.





ET TOUT REM

« Insurrection terminée », titre l'Aurore. Pour les différentes unités du maintien de l'ordre, c'est probablement un immense soulagement. Le spectre d'une guerre civile, la plus affreuse des guerres, disparaît.

Le 25 avril 1961, le putsch des généraux s'effondre brutalement. L'affaire est terminée. Mais si la crise n'a duré que quelques jours, elle n'en a pas moins été rude. L'ébranlement est profond, il concerne le pouvoir, les partis, les syndicats. Une remise en ordre générale s'impose. Elle va durer près d'un mois. Et, déjà, on s'interroge. Une rare unanimité s'est manifestée pendant ces quelques jours. Sera-t-elle durable?

En attendant, c'est au gouvernement d'agir, de faire oublier certaines bavures, d'indiscutables flottements. Il doit, d'abord, « liquider » l'insurrection et en empêcher la réédition. Il doit aussi réaffirmer, faire sentir son autorité, se dégager de soutiens encombrants, rappeler, en somme, que l'épreuve n'a pu être surmontée que par la qualité des institutions de la V^e République et grâce à l'action déterminée du général de Gaulle,

qui a su rassembler la nation, raffermir les dévouements, isoler, réduire l'insurrection.

Dès le 26 avril, dans une allocution radiotélévisée, Michel Debré s'y emploie. « L'épreuve a été brutale, affirme-t-il, sa brièveté même ne doit pas faire douter de son exceptionnelle gravité. Vous savez tous, Français qui m'écoutez, que ce succès est dû au général de Gaulle, à la confiance que le peuple français lui apporte. Le général de Gaulle représente la légitimité de l'État; cela, chacun de vous le sait et chacun de vous l'a compris en lui confirmant, ces jours derniers, un soutien sans réserve. » Mais l'allocution se termine sur quelques phrases sibyllines : « Si le gouvernement, dans les mois qui viennent, paraît plus rude à l'égard de certaines facilités ou à l'égard de certains intérêts, dites-vous bien que c'est pour restituer à l'État une fermeté que l'époque où nous vivons rend indispensable. » Aussitôt, on s'interroge. S'agit-il de récompenser le peuple, de répondre à « l'élan désintéressé du monde du travail », suivant la formule de la S.F.I.O.?

En attendant, l'action du gouvernement s'oriente dans trois directions. Les premières mesures concernent d'abord l'armée. Il s'agit de réorganiser le comman-

dement, de restaurer la discipline, de faire oublier le rôle du contingent et, surtout, de rechercher et de punir les coupables. Cette dernière tâche prend bientôt les dimensions d'une véritable épuration. Dès le 28 avril, on annonce la création d'un haut tribunal militaire, qui sera présidé par Patin, président de la chambre criminelle de la Cour de cassation et qui comprendra neuf magistrats, dont cinq militaires. Les perquisitions, les arrestations se multiplient. Les généraux Bigot, Petit, Gouraud, Faure, le colonel Vaudrey, les capitaines de Saint-Remy et Voiron, aides de camp du ministre des Anciens Combattants, Gaston Triboulet, sont arrêtés. De nombreux officiers, dont le général Georges de Boissieu, sont mis aux arrêts de forteresse. Quant au général Nicot, ancien conseiller militaire de Michel Debré, il est destitué.

L'article 16 est maintenu

Simultanément, des mesures sont prises à l'égard des fonctionnaires rebelles. En Algérie, on supprime l'inamovibilité des magistrats de siège et l'ordre des avocats d'Alger est supprimé « pour s'être trop écarté de la tradition et avoir méconnu son rôle », précise le ministre de la Justice. Au total, on compte près de 350 arrestations et parmi les personnalités civiles, on note le docteur Cathala et le préfet Léger. Toutefois, le gouvernement finit par s'inquiéter du nombre et de la qualité des personnes mises en cause. Un ministre se félicite de la « sûreté des réflexes des serviteurs de l'État ». Un ordre du jour du ministre des Armées parle d'un « nombre réduit d'indisciplinés et de faibles ».

À Alger comme à Oran, les journaux avaient consacré leurs colonnes aux déclarations et proclamations des généraux. Le putsch avait été accueilli avec un espoir immense par les Européens. L'espoir fut de courte durée. De Gaulle a indiqué son intention de « tirer les conséquences » de la crise. Quel sera leur avenir ?



TRE ENFIN DANS L'ORDRE



« Le général a parlé. Chacun avait attendu avec une grande impatience le discours du chef de l'État, tant en France qu'en Algérie, tant chez les « loyalistes » que chez les « rebelles ». C'est un général au ton menaçant et dramatique qui s'est adressé à la nation

Le gouvernement n'en juge pas moins nécessaire de maintenir l'article 16, et « son application durera jusqu'à ce que l'affaire algérienne soit en voie de règlement, car cette affaire secrète une agitation permanente, des complots et des conspirations de tout ordre en Algérie et en métropole ». En même temps, le premier ministre prend ses distances à l'égard des partis de gauche et des organisations syndicales, qui insistent par trop sur l'importance de l'appui des forces populaires : c'est à la mobilisation de la masse ouvrière que revient le mérite de l'effondrement du putsch. Pour le P.S.U., « cet effondrement a été rendu possible par l'attitude courageuse du contingent et par la réaction quasi unanime des travailleurs ». La S.F.I.O. renchérit : « C'est grâce à la volonté d'une résistance ainsi manifestée par les citoyens que force reste à l'ordre républicain. » Pour la C.F.T.C. l'attitude du mouvement syndical a été « dominante ». Quant à la C.G.T., elle estime qu'« une grande part de cette fin rapide revient à la classe ouvrière agissant dans l'unité et galvanisant toutes les forces de gauche ».

« Pas de César, pas de sauveur suprême... »

Aussi, pour faire bonne mesure, le gouvernement fait procéder à la saisie de l'*Écho d'Oran* et de l'*Humanité*, qui répond à l'appel de l'*Esprit public*. Au moment où l'on prépare l'instruction du procès Chénou, Zeller, Michel Debré demande à Edmond Michelet de hâter le procès des « 121 » et

de procéder au remaniement ministériel.

L'Écho d'Oran

LE GÉNÉRAL DE GAULLE A INDIQUÉ AU CONSEIL DES MINISTRES
SON PROGRAMME DE TRAVAIL POUR L'IMMÉDIAT ET POUR L'AVENIR
D'UNE CRISE QUI A MENACÉ L'ÉTAT

« Le cabinet Debré a pris toutes mesures pour que « force reste à la loi ». Autour du Palais-Bourbon, les forces de sécurité veillent. Finalement la marche des paras n'aura pas lieu.

Discours de bienvenue ►
du maire de Saint-Denis, lors du XVI^e congrès du parti communiste français, qui a lieu du 11 au 14 mai. Au premier rang, **une délégation du mouvement**
politique du P.C.F.

1990, la dépression est le
 premier facteur Abs-
 olu de l'absence de
 rendement des IS de
 l'entreprise. L'atten-
 tion des dirigeants
 doit être attirée sur
 ce problème.

problème algérien. Sur ce point, rien de bien nouveau, si ce n'est une allusion à une « tierce solution », celle d'un regroupement des « Algériens qui voudraient rester français ». Enfin, dans les grandes lignes qu'attendent le pays, le général insiste sur le développement. « Il faut de l'argent, que le plan de développement nous ait-il qui, déjà, depuis seize ans, nous a vus le progrès l'activité de la France de l'enjeu une institution essen-

tielle. » Il faut que cela devienne « la grande affaire et l'ambition capitale de la France »

A la suite de cette déclaration, les réactions sont plus que mitigées. C'est la déception qui l'emporte.

Les partis admettent difficilement le maintien de l'article 16, et les réserves se multiplient. Pour Guy Mollet, son application est légitime, mais pose le problème de la survie de la Constitution. Au sein





Marulhac, Monnerville, estiment que son maintien serait incompatible « avec le fonctionnement des lois de la République »

Mais c'est à gauche et dans les rangs
des syndicats que les critiques sont les
plus vives. On s'inquiète surtout de la
place à l'égard de la fonction publique.
Il y voit une atteinte possible au droit
de grève. La F.F.N. déclare : « La masse
des fonctionnaires n'a fait à aucun
moment à son devoir l.l et le chef de
l'Etat, dans une formule ambiguë, s'en
est gardé à des droits qu'elle ne laissera
jamais écrire ni même contester » La C.G.T.
réfute contre une déclaration « à la fois
anachronique et inopportune ». Quant à
la droite elle jubile : « Au momen-

Los debates
de M A R

de Gaulle, une grève des chemins de fer prend des allures de symbole. Le 18 mai, le mouvement reprend avec plus d'ampleur et concerne la S.N.C.F., la R.A.T.P., l'E.D.F. Le succès est total et le *Populaire* écrit : « La politique de M. Baumgartner, comme celle de M. Pinay, a échoué. Elle a abouti à la crise sociale. M. Pinay avait dû partir à la fin de 1959. Il ne reste plus à M. Baumgartner qu'à en faire autant ! »

Visiblement, les syndicats cherchent maintenant à recouvrer leur indépendance. Le rapprochement n'aura pas duré quinze jours et un décret du 19 mai autorisant les ministres responsables à réquisitionner les personnels des services publics, sous prétexte que les grèves portent atteinte à l'intérêt national, contribue à la dégradation du climat social. Les réactions sont unanimes. F O élève une protestation indignée contre les décisions de réquisition, qui constituent une atteinte intolérable aux libertés syndicales », tandis que la C.F.T.C. estime qu'il est « inconcevable que le gouvernement menace d'utiliser l'arme de la réquisition contre des travailleurs qui ne demandent pas autre chose que de pouvoir exercer leurs fonctions ».

me-t-il, un grave danger et non un « incident », comme l'a dit le général de Gaulle, car le pouvoir a laissé s'organiser le complot. Né lui-même du coup de force du 13 Mai, il reste prisonnier de ses origines. La mise en sommeil des partis, ajoute-t-il, est un des moyens utilisés par le grand capital pour affaiblir l'esprit démocratique dans les masses populaires; aussi faut-il poser dans toute son ampleur le problème de la restauration et de la rénovation de la démocratie. »

Plus intéressants se révèlent les débats du M.R.P., à Royan, dans la mesure où ils trahissent une appréhension générale à l'égard du glissement vers un pouvoir autoritaire. C'est ainsi que Teitgen « ne se résigne pas à voir la France amputée de la démocratie » : « Je ne me résignerai jamais à approuver la raison d'État. La liberté est la seule forme de la grandeur. » Lecaunet admet, lui aussi, que « la pyramide des institutions repose sur la pointe ». Il n'en affirme pas moins la fidélité du M.R.P. au chef de l'État car « il se trouve que le général de Gaulle a fait la politique libérale que nous préconisons ».

Le sentiment général

Les hésitations sont du même ordre au sein de la S.F.I.O. Si Pineau se montre l'adversaire des pouvoirs d'exception — « Lorsqu'on met le doigt dans l'engrenage de la dictature, le corps y passe tout entier ». — Gaston Defferre reconnaît être partisan de l'application de l'article 16, tant que la paix ne sera pas conclue en Algérie. C'est finalement Guy Mollet qui traduit le mieux le sentiment général : « Trop nombreux sont ceux qui raisonnent comme s'il n'y avait pas la guerre d'Algérie. Nous sommes nombreux à penser que la solution passe par de Gaulle ».

Au fond, cette déclaration dépasse largement la S.F.I.O. et a valeur générale. Si les questions sociales et institutionnelles attirent l'attention, c'est, en grande partie, parce que les salariés ont légitimement justifié de ne pas participer à la prospérité générale et aussi parce que certains esprits s'inquiètent, à bon droit, du conformisme et de l'atonie de la vie politique. Mais c'est aussi parce que les dirigeants politiques retiennent confusément le rôle du parti ouvrier et politique de la IV^e République et ne sont pas encore convaincus de la nécessité du développement d'une véritable démocratie de stabilité. A ce titre le parti ouvrier ne peut pas encore pleinement accepter. Mais, ce qui peut paraître comme une contradiction, c'est toujours au nom de la démocratie que l'on s'en remet à la classe dirigeante.

Philippe MASSON

Le général Digt, commandant la V^e région armée
Algérie et Sahara lors du putsch, arrive au Palais
du peuple. Assistent à sa réception : Chahat et
Kouider. Bien qu'il ne soit en fait qu'un rallié, le
général Digt sera considéré comme un chef de détachement

LES CHOSES VUES DU PAYS

ON ne parlera jamais assez de la guerre d'Algérie ni de la génération qu'elle créa, celle de garçons qui ont aujourd'hui entre trente-trois et quarante ans et que l'on distingue des autres, non parce qu'ils appartiennent à une certaine tranche d'âge, mais parce qu'ils ont acquis au combat, dans la vie qu'ils ont menée en Algérie et au contact d'un monde différent du leur, des qualités incontestables.

Peut-être, pour cette raison, constatons-on de plus en plus la création de groupements d'anciens d'A.F.N., et je pense qu'il n'est sans doute pas indispensable de leur donner le qualificatif d'anciens combattants, car s'ils le furent, et au plus haut point, ils ne furent pas seulement cela mais des hommes au service d'autres combats.

Cette longue et douloureuse aventure fut marquée de différentes étapes : celle de 1954 à 1958, qui conduisit à l'impasse par la faute de l'instabilité gouvernementale et des politiques néfastes menées de 1958 à juillet 1959.

Le retour du général de Gaulle, qui ouvrit un immense espoir d'un règlement rapide et heureux pour tous de cette guerre fratricide. Celle de juillet 1959 à février 1960, au cours de laquelle, malgré l'existence d'un plan militaire efficace — le plan Challe —, le parti des défaitsistes prit le dessus.

Un club franco-allemand

Il n'est pas le seul que j'ai connu, mais il n'est pas le dernier que j'avais rencontré. C'est un club franco-allemand, créé après une période de dix ans de l'absence de ce genre de rencontres.

Il se situe dans la zone Ouest Sahara après avoir été créé à l'école de l'Algérie française.

Il est dirigé par René André, A.F.N., et l'entraîneur est l'entraîneur.

Il est composé de plusieurs équipes et les ont été dites qu'il ne paraît pas être le seul club de ce genre qui existe en France.

Je continuais de penser que l'axe d'effort



L'ancien quartier de Neckar en Bade-Württemberg est là que se trouve le Q.G. de la 5^e brigade blindée dont le général y obtint son commandement en avril 1960 après un séjour de huit ans en Afrique du Nord.

Il est composé de plusieurs équipes et les ont été dites qu'il ne paraît pas être le seul club de ce genre qui existe en France.

Je continuais de penser que l'axe d'effort

Il est composé de plusieurs équipes et les ont été dites qu'il ne paraît pas être le seul club de ce genre qui existe en France.

Il est composé de plusieurs équipes et les ont été dites qu'il ne paraît pas être le seul club de ce genre qui existe en France.

Il est composé de plusieurs équipes et les ont été dites qu'il ne paraît pas être le seul club de ce genre qui existe en France.

Il est composé de plusieurs équipes et les ont été dites qu'il ne paraît pas être le seul club de ce genre qui existe en France.

S DE BADE...

précédait leur départ, mais fit l'objet d'une action constante, tout au long de leur instruction en unité.

A cet effet, j'imposai à chaque régiment d'installer un local destiné à informer cadres et recrues de l'actualité algérienne par des expositions diverses, des photos, des graphiques, des conférences et des films.

En même temps, je créai dans chaque garnison un club franco-allemand, tant estimais important le contact de nos jeunes avec nos adversaires d'hier. Président d'honneur du Club franco-allemand de Tübingen, le plus important d'Allemagne fédérale, je crois avoir bien œuvré pour le rapprochement franco-allemand.

C'est alors qu'en cette fin d'avril 1961, un an après mon arrivée se produisit le putsch des généraux.

Attendre les ordres

Étais-je au courant de ce qui se tramait ? Certes non. Tout au plus pouvais-je me rendre compte, comme chacun, que personne dans l'armée n'avait tout à fait l'air de s'annoncer à espérer que peut-être des événements plus actifs que d'autres tentent un jour de provoquer ce dernier événement que nous attendions sans y croire. « Soons-le franchement » — sans nous en occuper. D'ailleurs, rien ne nous fut plus demandé par ceux qui prirent la tête de cette rébellion de chefs militaires. Unes de l'ensemble de l'armée les généraux Challe, Salan, Zeller et Jouhaud.

Je fus toutefois prévenu, la veille du coup d'État, par un officier qui m'appela au téléphone que quelque chose se passait en Allemagne.

Je me souviens que j'étais inquiet. Mais je ne pouvais rien faire. Je ne pouvais que attendre.

Le départ des officiers du contingent algérien fut retardé.

Je m'intéressais aux cadres (sous-officiers) qui étaient restés en Allemagne. Ils étaient très intéressés par l'actualité algérienne.

Je me souviens que j'étais inquiet. Mais je ne pouvais rien faire. Je ne pouvais que attendre.

Le départ des officiers du contingent algérien fut retardé.

Je m'intéressais aux cadres (sous-officiers) qui étaient restés en Allemagne. Ils étaient très intéressés par l'actualité algérienne.

Je me souviens que j'étais inquiet. Mais je ne pouvais rien faire. Je ne pouvais que attendre.

Le général Griboux.

Au cours de son séjour en Allemagne fédérale,

il met tout en œuvre pour favoriser un rapprochement entre les Français et leurs adversaires d'hier.

Si l'annonce du putsch fut pour lui une surprise, on peut

estimer qu'elle le fut pour tous les

officiers stationnés en Allemagne. Au

cours d'une réunion qui eut lieu quelque

temps après son arrivée

à l'École militaire, le concours de deux

brigades motorisées d'Allemagne, dont la

mission était de

« rétablir l'ordre perturbé à Paris par

les équipes spéciales

du commandement de la

ville de Paris ».

en mai 1958, d'exercer une pression quelconque sur le pouvoir en place.

Séparé de la France par le Rhin, orienté vers l'est, connaissant le sentiment toujours aussi neutre de la population métropolitaine à l'égard de l'Algérie, inséré à nouveau dans le contexte traditionnel de l'obéissance, il me paraissait hors de question d'agir autrement.

Alerté, le 22 avril 1961, à 5 heures, par un coup de téléphone de mon chef, le général Buffin, j'eus donc confirmation de ce que m'avait été annoncé la veille par mon correspondant anonyme. Le chef de la sécurité militaire de mon secteur me téléphona à son tour. Je ne suis pas loin de penser que c'était lui qui m'avait prévenu

la veille. Mais, après tout, la sécurité militaire, qui se trouvait encore entre les mains d'officiers honnêtement vigilants et vivant en communauté de pensée avec le corps des officiers, avait le droit de présumer ce qui allait se passer et d'en prévenir ceux qui, en d'autres circonstances, avaient clairement montré où se situaient leurs espoirs.

Je décidai donc de réunir aussitôt mes chefs de corps.

Si, d'un côté, cette nouvelle ranimait les espoirs, si les généraux Challe, Salan, Zeller et Jouhaud ainsi que le colonel Argoud avaient la confiance de l'armée, l'affaire nous paraissait, dès ses débuts, si

(Suite page 2744)



recrues à Tübingen. Elles étaient très physiquement intenses, qu'il recevait avant le départ pour l'Algérie, le contingent étant très intéressé par l'actualité algérienne. Mais si les officiers, en Algérie, montraient très clairement leur hostilité aux généraux rebelles, en Allemagne le contingent demeurait « docile et passif ».

A Djenet, oasis perdue au pied du
Tassili des Ajer, les costumes mêlent les
couleurs chatoyantes et le bleu sombre
des cotonnades des nomades du désert.





On fait n... c'est normal de plus en plus...

(Suite de la page 2741)

peu préparée que, tout en souhaitant qu'elle réussît, il n'était pas question un seul instant de prendre localement une initiative quelconque, d'ailleurs nullement sollicitée. Je priai donc mes chefs de corps de poursuivre leurs tâches habituelles et d'attendre les ordres que je ne manquerais pas de recevoir de Baden et de Fribourg.

Certes, nous suivions avidement les nouvelles de Radio-Alger et des postes étrangers, et cela nous confirma bien vite dans notre opinion que l'affaire n'avait pas été suffisamment mûrie. Si une majorité se trouvait de cœur aux côtés des auteurs du putsch, il y avait eu, d'autre part, trop d'affaires analogues manquées pour que l'on pût s'engager spontanément et sans directives dans la voie tracée par le général Challe.

Que pouvions-nous faire ?

Quatorze mois après

Nous discernions les objectifs : prendre en Algérie le pas sur le pouvoir civil, plus défaillant que jamais, freiner, puis renverser le courant d'abandon, réduire les dernières séquelles de la rébellion et livrer au chef de l'État une Algérie fraternelle, réconciliée, pacifiée et française.

Pour cela, il aurait fallu, dès le début, préciser les buts lointains, mais j'avoue n'avoir pas compris comment le général Challe avait pu croire un seul instant que le général de Gaulle pourrait, au lendemain du putsch, modifier en quoi que ce fût sa politique, d'autant que c'est précisément la naïveté dont il fit preuve à ce moment-là qu'il m'avait amicalement reprochée, l'année précédente, à Alger.

« Comment avez-vous pu imaginer, mon cher Gribius, m'avait-il dit avec un certain sourire, qu'un rassemblement de 10 000 musulmans français et Français de souche, même fraternellement unis, à Colomb-Béchar, pouvait modifier le sens du discours que le chef de l'État devait prononcer le lendemain ? »

Aujourd'hui, je pense encore fermement que si, en 1960, civils et militaires avaient manifesté la même résolution, dans un ultime appel au chef de l'État, tout eût été possible.

Mais quatorze mois après, sans le concours de la population, sans même une certitude sur le concours des formations militaires présentes en Algérie — hors de quelques unités d'élite (région parachutistes), une telle initiative avait peu de chances d'aboutir.

Nous espérions, mais nous savions que nous espérions l'impossible.

Il fut pourtant dit et colporté que nous préparions nos chars pour un nouveau rush vers la métropole, avec Paris comme objectif. La situation était tout autre

et j'estimais que mon rôle était de suivre les événements tout en préparant des détachements que j'avais ordre de mettre sur pied pour faire face à d'éventuels désordres en métropole ou pour s'opposer à la prétendue menace d'éléments parachutés, « attendus », avec la panique que l'on sait,

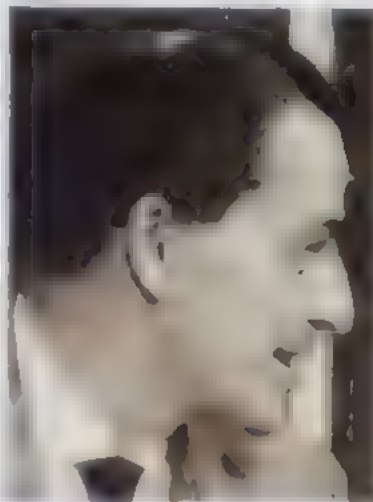
Tübingen, vieille ville universitaire (l'université a été fondée en 1477). Mentionnée comme forteresse en 1078, elle fut gouvernée par les comtes palatins, puis acquise en 1342 par les ducs de Wurtemberg. La ville possède encore de nombreuses maisons anciennes.

Prome caporal-chef d'honneur du 24^e G.C.P., le général Gribius doit boire le contenu d'une trompe. Ainsi le veut la tradition. Le 21 avril, un mystérieux correspondant avait averti le général que « quelque chose de très grave se préparait pour le lendemain ».



sur les terrains de la région parisienne... Il est bien évident que, sur la manière d'exécuter de telles missions, mes cadres étaient divisés, encore espéraient-ils ne pas avoir à intervenir, ou, s'ils en recevaient l'ordre, que la situation s'éclaircirait entre-temps.

En réalité, on peut affirmer que le putsch provoqua, chez 80 % des officiers, un immense espoir, car ils imaginaient que les quatre généraux, sous les ordres desquels ils avaient servi précédemment, ne s'étaient pas engagés à la légère. Ils pensaient même



Extrême gauche : Antoine Argoud. En route pour l'Amérique du Sud, au lendemain du putsch, il transite par l'Espagne. Là, il rencontre Lagailarde, sympathise avec lui et décide de continuer la lutte sur place. À gauche : le général Gribius, que le colonel Argoud rencontrera deux fois en Allemagne au début de 1962. À droite : le général Crépin, commandant supérieur des troupes françaises en Allemagne.



que j'ins n'avais pas l'assentiment de mon directeur. Les deux agents de l'appareil secret de l'armée certaine-ment ne pouvaient le leur avoir dit, terme à terme, le général de Gaulle n'aurait pas quarante de généraux, et moi ».



Il ne nous restait plus qu'à espérer que l'issue de cette dramatique affaire ne fût pas trop lourde de conséquences, car notre cœur restait du côté des chefs militaires qui avaient pris en main, avec courage, le destin de l'Algérie pour la conserver à la France.

Un fait nous consternait de plus en plus : la présence des émissions de Radio Alger dans « Radio-France », qui ne savait pas lire, et qui ne comprenait rien, et qui ne pouvait pas parler, et qui ne pouvait pas entendre, et qui ne pouvait pas voir, et qui ne pouvait pas sentir, et qui ne pouvait pas goûter, et qui ne pouvait pas respirer, et qui ne pouvait pas vivre, et qui ne pouvait pas mourir.

Un fait nous consternait de plus en plus : la présence des émissions de Radio Alger dans « Radio-France », qui ne savait pas lire, et qui ne comprenait rien, et qui ne pouvait pas parler, et qui ne pouvait pas entendre, et qui ne pouvait pas voir, et qui ne pouvait pas sentir, et qui ne pouvait pas goûter, et qui ne pouvait pas respirer, et qui ne pouvait pas vivre, et qui ne pouvait pas mourir.

brigade. Au surplus, je ne puis affirmer aujourd'hui encore, que j'eus toujours la certitude seraine que cette affaire était sans issue. Et puis j'étais le général Gribius, et il était bien normal que certains eussent espéré que je basculerais. Je ne le fis pas, et je dus m'en expliquer devant la commission d'enquête qui fut envoyée à Tübingen comme ailleurs.

Finalement, par une sorte d'accord tacite, ce qui se passa à Tübingen fut réduit au strict minimum et je n'eus à déplorer que la relève d'un colonel, dont je me préoccupai sans tarder d'assurer l'affectation. Toute cet événement devait me placer à nouveau sous les projecteurs de l'actualité, mais cela était sans importance. Pour moi, j'étais, cette fois, un voile définitif sur l'affaire algérienne. L'Algérie était perdue et ceux qui préparèrent le putsch y participèrent auraient dû sentir, certainement peut-être, qu'ils n'étaient en fait en rébellion que pour l'honneur.

Quand j'eus repris mes activités normales, j'eus, malgré un grave accident de cheval, qui m'obligea à porter pendant

les irréductibles se réfugient en Espagne

de six mois un lourd et encombrant corset de plâtre

Le discours du 2 octobre 1961 acheva, s'il en était besoin, de nous enlever le moindre doute sur l'avenir de l'Algérie...

Les mois succédèrent aux mois, marqués par la mort accidentelle d'un officier qui depuis dix ans était présent à mes côtés et qui avait toute ma confiance, le capitaine Fombonne. Effectuant une course en montagne avec moi, pour me réadapter à la marche, il décrocha et fit, sous mes yeux, une chute de 70 mètres! Il expira quelques heures plus tard. La perte de cet ami incomparable, dont les conseils me furent toujours précieux, m'affecta terriblement.

Pendant ce temps, les irréductibles se réfugiaient en Espagne ou vivaient dans la clandestinité en France. Argoud ne désespérait pas et j'eus de ses nouvelles par un camarade qui le rencontra en Espagne. Il cherchait un représentant en Allemagne et me sollicitait. Commandant d'une grande unité stationnée en territoire étranger, instruit de ce que peut coûter une spontanéité trop vive, convaincu surtout que le tournant était pris d'une façon irréversible, je donnai ma réponse : elle était négative.

Je voyais, en effet, avec tristesse et

Visite du général de Gaulle en Picardie. *A droite :* le général Gribus. Lui aussi, comme tant d'autres, aurait souhaité que de Gaulle modifiât sa politique. Mais il était trop lucide pour espérer l'impossible.

regret l'O.A.S. s'orienter par force vers l'action directe. Je n'en présageais rien de bon en Algérie et craignais, à juste titre, que le transfert en métropole d'activités subversives violentes ne réalisât finalement l'unanimité de la nation contre leurs auteurs. Effectivement, tout le pays, ou presque, devint anti-O.A.S.

On ne pouvait aller contre le courant. Le peuple français avait choisi à tout prix le bien-être et la facilité. Nous ressentions aujourd'hui les conséquences de cette anesthésie progressive dont il fut l'objet.

Argoud, lui, ne désarmait pas. Il franchit les Pyrénées, entra en France, puis en Allemagne et prit contact avec un certain nombre de chefs responsables, de l'amitié desquels il était sûr. J'étais de ceux-là. Je le rencontrai deux fois, au début de 1962, à Tübingen, puis à Stuttgart, chez un camarade, le colonel Parizot, qui devait payer cher l'hospitalité qu'il accorda spontanément à notre ami commun.

Nous ne pûmes maîtriser l'émotion de ces retrouvailles. Comment ne pas serrer

Le général Gribus (à gauche) et le maréchal Leclerc, au cours d'une cérémonie en l'honneur du maréchal Leclerc.



fraternellement dans ses bras un camarade qui, peut-être, faisait fausse route, et ce sans espoir, mais qui allait jusqu'au bout de son choix?

Toutefois, il me parut bon de l'informer exactement de l'état d'esprit des militaires stationnés en Allemagne : de la sympathie, certes, mais seulement de la sympathie.

Nous nous quittâmes. Le colonel Parizot m'expliqua, en me remettant sur l'itinéraire de l'autoroute, ce que faisait Argoud. L'apprenant ainsi qu'il avait rencontré un officier général à Offenbourg, d'autres chefs de corps ailleurs, mais que, pour ne pas me compromettre, il avait évité d'entrer dans le détail de ses intentions et de son programme.

Et c'est alors qu'un jour du mois d'avril Parizot, que je retrouvai à l'occasion d'un exercice, me fit part de ses inquiétudes.

Il me demanda quelles seront les conséquences du voyage d'Argoud en Allemagne, me dit-il. Je suis certain que ses notes, confisquées un moment par les autorités suisses alors qu'un émissaire suisse mettait en sûreté, ont été photographiées avant de lui être rendues.

Effectivement, le même jour, nous



apprimes l'arrestation, à Pforzheim, d'un officier compromis dans une affaire intéressant l'organisation métropolitaine

« Le filet se resserre », observa Parizot. Je fus mis au courant de son arrestation dix jours plus tard, à Strasbourg, au retour de ma permission de Pâques.

Avec Parizot furent arrêtés huit autres officiers, aussi était-il pour moi dans l'ordre des choses quelques jours plus tard, d'être convoqué par le général Crépin, commandant supérieur des troupes françaises en Allemagne.

Les déclarations de Parizot et les documents saisis vous eurent par ailleurs été remis par Argoud.

Le soir, je me suis vu offrir une franchise couverte par le commandant.

Malgré la confiance que j'avais eue en Parizot, je ne me suis pas laissé aller à dire que j'étais un homme de bien.

de nier, craignant un piège pour compromettre l'infortuné Parizot.

« Eh bien, faites-moi un compte rendu écrit. »

Je rédigeai donc une déclaration dans

des termes si vagues que le général me convoqua de nouveau.

« Écoutez, Gribius, si cela doit calmer vos scrupules, sachez que l'on est parfaitement au courant des circonstances de votre rencontre avec Argoud. »

Effectivement, il me fournit un tel luxe de précisions que je ne pus que rédiger un nouveau compte rendu relatant exactement les faits.

Le général Crépin déchira ma déclaration précédente, dont le texte m'aurait plus gravement compromis encore, mais je savais que la sanction serait prise à Paris, d'autant que la presse française, grossissant les faits, me donnait pour arrêté ou sur le point de l'être. Je n'en continuai pas moins à exercer mon commandement, mais le cœur n'y était guère.

Convoqué par le ministre

Au début de juin 1962, je fus convoqué par le ministre des Armées, Pierre Messmer. Il me pria de lui renouveler mes déclarations.

« Je suis conscient, me dit-il, de la situation délicate dans laquelle vous vous trouviez vis-à-vis d'un camarade. Je suis pourtant obligé de sanctionner le fait que vous n'ayez pas rendu compte à temps de votre entretien avec le colonel Argoud. »

Je pense que le ministre jouait son rôle, mais estimait-il réellement qu'il m'eût été possible de rendre compte, après l'avoir rencontré, de la présence du colonel Argoud en Allemagne, provoquant de ce fait, son arrestation ?

La sanction était, à mes yeux, bien peu de chose, d'autant que le général Crépin fit en sorte qu'elle débutât au lendemain de mes adieux officiels et combien émouvants à mes unités. Le pire fut que je dus, après mon départ, demeurer sept mois sans affectation.

Général André GRIBIUS

Le général Gribius passe en revue les troupes du 24^e G C P, une des unités stationnées en Allemagne.

Il avertit les soldats de la fin de toute espérance raisonnable et il ne crut jamais au succès du putsch.



QUAND J'ÉTAIS TRAQUÉ PAR



L M.P.C. (Mouvement pour la Com-
mune) est né en Algérie
en participant à la campagne pour
le référendum du 8 janvier 1966.

Un comité de coordination des trois
mouvements gaulistes avait été créé avec
René Gentzen, représentant l'U.N.R.,
Claude Raybois, l'Association nationale
pour le soutien à l'action du général de
Gaulle, association qui venait également
de s'implanter en Algérie, mais avec des
moyens matériels infiniment plus impor-
tants que les nôtres, enfin Yves Le Fa-
uquier pour le M.P.C.

Si nous avions pu, nous aurions pu
nous en passer de décembre 1965, la situa-
tion était déjà très tendue.

En fait, nous étions très mal informés
sur ce qui se passait en France, nous ne
savions pas que le général de Gaulle était
toujours vivant.

À l'époque, nous étions très mal infor-
més sur ce qui se passait en France, nous
ne savions pas que le général de Gaulle
était toujours vivant.

En fait, nous étions très mal informés
sur ce qui se passait en France, nous ne
savions pas que le général de Gaulle était
toujours vivant.

froide détermination des gaulistes de la
première heure.

Claude Raybois, secrétaire général de
la fédération algérienne de l'Association
nationale, avait fait la Résistance en
France occupée et n'avait cessé de militer
depuis le R.P.F. C'était un personnage
caval, solide, aux yeux clairs et à l'accent
parisien très prononcé.

Les « commandos noirs »

La fédération algérienne de l'Association
nationale était située à Alger, face au port
de la Casbah. C'était un lieu très impor-
tant, alors que je ne disposais que d'un
appartement à Alger.

En fait, nous étions très mal informés
sur ce qui se passait en France, nous ne
savions pas que le général de Gaulle était
toujours vivant.

En fait, nous étions très mal informés
sur ce qui se passait en France, nous ne
savions pas que le général de Gaulle était
toujours vivant.

également métropolitain. Après avoir servi
dans les « commandos noirs » avec le
colonel Barberot, Jean-Baptiste Biaggi et
Jean-Jacques Servan-Schreiber, il s'était
établi à L'Arba, près d'Alger. Marié et
père de deux enfants, cet ancien baroudeur
cousu de cicatrices et couvert de déco-
rations, qui avait fait la Corée et appar-
tenu au service d'ordre du R.P.F. sous
les ordres de Dominique Ponchardier,
avait lui aussi la carte gauliste. « Le
noir » était ce qu'il fait, disait-il. On n'a
qu'à faire comprendre à tous ces pieds-
noirs qu'il n'y a pas d'autre solution. Si
le « grand » ne peut pas régler le problème
au mieux pour eux, personne ne pourra
le faire. Si nous ne nous en faisons pas
une image que nous ne pouvons pas
porter, alors que le nez casse et son
torse de lutteur étaient d'ailleurs aussi
blancs que les tracts qu'il distribuait.

Le référendum du 8 janvier avait été
très important pour le oui. Plus de 17 millions
de Français ont accepté de rester en France.
C'était une victoire pour le général de Gaulle.
Mais, à l'époque, nous ne savions pas que
le général de Gaulle était toujours vivant.

R L'O.A.S.

A gauche : Alger vu du boulevard Bru. A droite : l'immeuble de la R.T.F. : un point stratégique très important. L'armée s'en était emparée facilement et, en fin de matinée, le 22 avril, Challe, Zeller et Jouhaud avaient pu paraître sur les écrans de la télévision. Le 25, les gendarmes reprisent l'immeuble et Lucien Bitterlin (en haut) regagne alors tranquillement son bureau.

il y avait eu plus d'abstentions et de votes nuls que de votes positifs et 800 000 non

Depuis les événements de décembre 1960, provoqués par les Européens, mais qui avaient tourné à l'émeute lorsque les Algériens avaient manifesté à leur tour dans les rues, le Front de l'Algérie française était dissous. En revanche, en ce début d'année 1961, des tracts du F.A.F. clandestin étaient distribués de plus en plus fréquemment et leur contenu était très virulent.

Yves Le Tac avait été élu président de l'Association des anciens déportés de la Résistance. De mon côté, je me rendis chez les libéraux d'Algérie pour essayer de contacter des Européens de gauche favorables à la politique algérienne du général de Gaulle.

Un coup de poing et des insultes...

En même temps, je proposai à la R.T.F. d'Alger des émissions dont le thème était le dialogue d'Algériens de toute origine traitant de l'avenir de leur pays et des possibilités pour les uns et pour les autres d'un avenir commun. J'en enregistrerai une, quasi clandestinement, car il devenait dangereux de faire connaître son avis si on n'était pas « Algérie française ».

Le 25 janvier 1961, pour cette raison, M^e Popie avait été assassiné. Le 19 mars, j'étais allé reconnaître, à la morgue de Koléa, le corps d'un de nos militants, Barthélemy Rossello, qui avait été abattu.



par ce qu'on appelait déjà l'O.A.S., l'« Organisation armée secrète », qui avait succédé au F.A.F. clandestin et qui regroupait tous les éléments activistes européens.

Tout laissait présager qu'il allait se passer quelque chose. Des tracts « L'armée au pouvoir » avaient été lancés rue Michélet. Un nouveau *clash* était imminent. Aussi ne fus-je pas étonné, le 22 avril vers heures du matin, d'entendre par la radio de mon voisin, qui faisait hurler son poste.

L'armée est avant tout au service de la France et garante du territoire national. C'est ce que nous devons nous rappeler. Le nom du général Challe, qui suivait les propos, et la musique militaire m'incitèrent à aller voir ce qui se passait en ville.

Je me suis mis à l'écoute de la R.T.F., qui transmettait mes idées et activités, vint me dissuader car, disait-il, j'allais être arrêté. Il était préférable, d'après lui, que je n'apparusse pas à la R.T.F., boulevard Bru.

Je ne suivis pas ses conseils et me rendis à mon bureau pour voir quelle était la situation. J'hésitai à prendre le colt que m'avait prêté Yves Le Tac — un souvenir de guerre — et pour lequel j'avais, depuis la mort de Rossello, l'autorisation de port d'arme, mais je le glissai quand même dans l'étui que j'avais à la ceinture.

L'immeuble de la télévision commençait à être investi par quelques militaires. Le personnel européen et algérien se pressait aux nouvelles. Certains avaient un visage radieux et parlaient fort mais les Arabes se concentraient se demandant vraisemblablement quelle nouvelle catastrophe allait leur arriver.

Après avoir échangé quelques paroles avec des journalistes et le rédacteur en chef, Georges Drouet, qui essayait d'obtenir le maximum de documents de son bureau avant l'arrivée des parachutistes.

Après avoir échangé quelques paroles avec des journalistes et le rédacteur en chef, Georges Drouet, qui essayait d'obtenir le maximum de documents de son bureau avant l'arrivée des parachutistes.

► TRAQUÉ PAR L'O.A.S.

une paire de gifles suivie d'une bourrade

Je quittai la R.T.F. comme lui, sur les conseils de pieds-noirs ne partageant pas mes idées, mais qui ne tenaient pas à ce que nous fussions arrêtés.

Je me dirigeai à pied vers l'ancienne maison de la radio, rue Hoche, où se trouvait encore le Centre de modulation d'où partaient les émissions. Après avoir conseillé à quelques techniciens de ne pas travailler et envisagé un instant un plan chimérique visant à interrompre les déclarations des insurgés, je remontai, sous le soleil qui commençait à chauffer, la rue Michelet pour regagner mon studio. En passant devant le palais d'Été, qui était maintenant gardé par des O.A.S., j'exprimai naïvement d'un geste assez expressif, car quelques secondes après je fus happé à l'épaule par une poigne solide qui me retourna et je reçus deux gifles suivies d'une bourrade qui m'envoya choir dans un massif de plantes vertes. L'officier parachutiste qui m'avait frappé me releva brutalement et me entraîna rapidement vers d'autres militaires. Je n'eus pas le temps de parler, un coup de poing me frappa sous l'œil gauche et quelques insultes fusèrent avec les coups.

Dans une geôle du commissariat

Je fus fouillé. Un capitaine vint à moi et prit mon pistolet et mes papiers. À l'intérieur du poste de garde, des gendarmes désarmés regardaient la scène impassiblement.

Je me demandai si le délégué général Morin et le ministre Robert Buron, en partant de passage à Alger, étaient encore allés dans leurs appartements à quelques dizaines de mètres de là.

Après avoir répondu aux premières questions de l'officier, qui voulait savoir ce que je faisais à Alger, je fus poussé dans une jeep et conduit à la caserne Pelissier, où, me dit-on, le colonel Godard allait m'interroger.

Le chauffeur ne connaissant pas Alger et le capitaine non plus, je les laissai demander leur chemin. Des jeunes gens à scooter arboraient des drapeaux algériens, d'autres portaient des inscriptions O.A.S. (Jeune Nation) sur la chaussée.

C'étaient aussi de jeunes Algériens, habillés en parachutistes qui étaient allés chercher à son domicile le conseiller général U.N.R. Henri Jeunet et l'avaient conduit au commissariat.

Quelques O.A.S. étaient postés devant le commissariat. Un jeune homme allait faire un tour.

Après une attente énervante dans la cour du commissariat, je fus conduit dans une cellule.



« Le putsch a échoué, Challe s'est rendu. Les troupes loyalistes vont reprendre possession du G.G. La veille au soir, Challe avait fait éteindre les lumières sur le Forum pour faire rentrer les gens chez eux. La foule était partie après avoir chanté une ultime *Marseillaise*. » Ce chant résonnait en moi, dira Challe, comme un *De profundis*. »

Après le putsch, des appelés brûlent les tracts des conjurés. La rébellion, qui avait duré le temps d'un carnaval, se terminait par un autodafé. Maintenant allait commencer la grande purge. Oubli, en fait, ne prendra aucune mesure pouvant aggraver le malaise dont souffrait déjà l'armée et seuls les officiers les plus compromis feront l'objet de sanctions.

La douleur se faisait de plus en plus lancinante. Je fus amené *manu militari* par les parachutistes au commissariat central, où je retrouvai Henri Jeunet, mon ancien équipier du Comité de coordination pour le soutien à la politique du général de Gaulle, assis sur un banc gardé par des agents peu bavards. Qui aurait dit, au moment où nous faisons campagne pour le droit à l'autodétermination de l'Algérie, qu'on se retrouverait quatre mois plus tard, incarcérés comme des criminels.

Henri Jeunet me dit que le général de Gaulle avait dit « conia » à un civil du commissariat, qui semblait être de la « maison ». Il me dit aussi que le général de Gaulle avait dit « conia » à un civil du commissariat, qui semblait être de la « maison ».

Une menace d'interrogatoire revint, à plusieurs reprises dans la bouche de Henri Jeunet. Il me dit que le général de Gaulle avait dit « conia » à un civil du commissariat, qui semblait être de la « maison ».

une cellule car l'homme qui m'avait amené à lui n'avait pas eu de motif d'incarcération à lui donner.





Henri Jeunet, un jeune homme, se trouve dans le commissariat central, où il était venu récupérer son sac, lorsque celui-ci a été occupé par les



debut d'après-midi, par des jeunes gens de l'O.A.S. armés de mitraillettes qu'ils venaient sans aucun doute de récupérer dans les locaux de la police.

Je ne trouvais pas chez eux l'exaltation ni l'enthousiasme qu'aurait dû susciter le coup d'Etat. A part les jeunes, qui n'étaient même pas arrogants, les aînés, qui plaisantaient comme ils devaient le faire dans les unités territoriales, il n'y avait aucun changement sur les visages entre ces pieds-noirs d'hier et ces pieds-noirs d'aujourd'hui vivant le régime soutenu de l'Algérie française.

Les policiers qui se plaignaient de la situation, par rapport à la police régulière qui monopolisait le pouvoir, ne se plaignaient pas de la situation. Ils se plaignaient de la situation de la police régulière, de la police de l'O.A.S. et de la police de la police régulière.

« L'infanterie a été chargée de garder la base d'El Biar contre les commandos parachutistes du commandant Robin. Tout est apparemment rentré dans l'ordre en Algérie. Mais, comme je ne suis pas un militaire, je ne suis pas brisé de la crise dramatique qu'elle vient de traverser ».

pour effectuer des patrouilles en ville avec les parachutistes. Ces parades reçurent un meilleur accueil de la part des militants.

La cour du commissariat central se vida progressivement des O.A.S. A 18 h 30, il ne restait que des bouteilles vides, des boîtes de conserve inachevées.

Je me retrouvai bientôt seul. Les civils O.A.S. avaient été progressivement remplacés par des parachutistes du contingent moins exaltés que les autres.

Henri Jeunet était parti. Des civils étaient venus le chercher. J'apprendrai plus tard que des démarches avaient été faites par son épouse et qu'une intervention d'une de ses relations politiques avait pu lui permettre de sortir, mais à condition qu'il quittât Alger avant que ceux qui l'avaient arrêté ne fussent après lui de sa libération.

Je passai la nuit dans une geôle du commissariat central. Le lendemain matin, un tubé, un commissaire de police vint à moi et me dit qu'il avait récupéré ma carte d'identité.

« Partez maintenant », me dit-il. « Les officiers parachutistes que je viens de voir ».

► TRAQUÉ PAR L'O.A.S.

Ci-dessous : Dominique Ponchardier, écrivain, 44 ans. Chef de mission de 1^{re} classe de la D.G.E.R. (l'ancêtre du S.O.E.C.E.) pendant la guerre. Harcelé par Jean Morin, qui lui réclame des forces de police « sères », le ministre de l'Intérieur, Roger Frey, demandera à Dominique Ponchardier de l'aider dans la lutte anti-O.A.S. Les premiers « renforts » arriveront en décembre. **A droite :** la permanence de l'O.A.S. au centre d'Alger.



sont d'accord pour vous laisser quitter les lieux avant que ça tourne mal

Il n'y avait donc pas d'unanimité, même parmi les activistes qui occupaient Alger

Je ne me fis pas prier pour franchir la porte du commissariat. Il était 6 heures, ce dimanche 23 avril. J'achetai la première édition du *Journal d'Alger* qui reproduisant les déclarations de Challe et les communiqués du nouveau commandement militaire.

Revenu boulevard Bru, je pus me dissimuler dans un local près de mon studio... Après vingt-quatre heures d'oisiveté, entrecou-

général Jean Morin, Robert Buron et le général Gambiez. Le siège de l'Association nationale pour le général de Gaulle avait été mis à sac par les O.A.S. Les fichiers des adhérents et sympathisants étant dans leurs mains, aucun des nôtres n'était plus en sécurité à son domicile

Quant à Yves Le Tac, le 23, il avait quand même prononcé un discours à Draria, à quelques kilomètres d'Alger pour l'inauguration d'une plaque à Elise Rivet, une résistante morte en déportation

Le 23 au soir, j'écoutai le discours du général de Gaulle : « Un quarteron de généraux ambitieux... » Un morceau d'anthologie qui a dû porter ses fruits. Le lendemain, j'appris — toujours par la radio — que la France avait... Des bombes avaient éclaté dans les rues parisiennes et à Orly. A Alger, une manifestation...

A Alger, l'armée... Les... le gouvernement...

Les jeunes soldats m'accueillirent avec sympathie. On me donna un treillis et un lit me fut préparé dans une chambre d'officier. Je gardai mes lunettes de soleil pour tenter de dissimuler mon œil gauche

J'appris, par le capitaine de la compagnie, que le colonel Bocquet, commandant du sous-secteur Maison-Blanche, avait « pris le maquis » avec son P.C. au complet et qu'il contactait, depuis le début du putsch, les unités les unes après les autres pour détecter les éléments fidèles

Au bataillon de Joinville, un sous-lieutenant avait été mis aux arrêts parce qu'il avait pris position trop tôt contre Challe

Le 25, le putsch avait vécu. Les militaires du contingent jubilaient. Le discours de De Gaulle les avait galvanisés. Les gendarmes reprirent l'immeuble de la R.T.F. Radio-France, la radio des insurgés, se tut après un dernier appel dramatique

Mon bref séjour chez les militaires m'apprit qu'en temps normal il y avait politiquement deux ou trois accrochages par nuit avec des *moudjahidin* en un... et ce, à quelques dizaines de kilomètres à peine d'Alger

Lucien BITTERLIN

L'ARMÉE DÉCHIRÉE



Mers el-Kébir, sur lequel marchaient les parus le 25 lorsqu'un contrordre de Gardy leur fit rebrousser chemin.



L'amiral Querville : en vedette.



Tlemcen, où le général de Pouilly, chef du corps d'armée d'Oran, s'est réfugié et d'où il continue à commander.



Le général Hublot, son adjoint.

En Oranie, les généraux putschistes avaient trouvé des sympathisants. Ils avaient même eu des partisans actifs et convaincus dans certaines unités, mais ils connaissent aussi des échecs graves. Ainsi, ni le général de Pouilly ni l'amiral Querville n'acceptèrent de rejoindre le mouvement.

Des chefs du putsch algérien d'avril 1966, on a donné bien des raisons, très diverses, qu'on entend certainement se valoir. Mais l'une semble que l'on n'a pas suffisamment mis l'accent sur l'une d'elles, qui me paraît essentielle : l'absence, de la hiérarchie militaire, d'une entente vigoureuse et unanime sur des principes membres de cette même hiérarchie. L'effet

de cette opposition a été d'autant plus déterminant qu'elle était plus maternelle pour les dirigeants d'Algérie, soit que, persuadés comme ils l'étaient que leur cause était juste, ils n'aient pu imaginer que leurs aspirations n'étaient pas partagées par tous leurs camarades, soit que, connaissant leur propre résolution, ils se soient refusés à admettre que d'autres qu'eux-mêmes pourraient déployer une énergie



le général Ginetet monte une manœuvre

« Deux commandements pour l'Oranie : l'un à Tlemcen, avec Pouilly ; l'autre à Oran, avec Gardy. Pour le général Ginetet, responsable du barrage algéro-marocain, un problème domine : faire face aux tentatives de percée.

du devoir, de l'honneur et de l'intérêt national. Nous étions bien décidés à ne pas subir une loi qu'ils voulaient nous imposer et que nous jugions mauvaise. Nous étions résolus à les mettre en échec, pour sauvegarder les intérêts supérieurs de l'armée et du pays, tels que nous les concevions nous-mêmes et tels que nous nous en sentions responsables.

Mais comment y parvenir ?

Sans reprendre la totalité des épisodes de ces journées, je donnerai mon témoignage sur quelques-unes des péripéties auxquelles j'ai été particulièrement mêlé.

D'abord la journée du 22 avril à Oran.

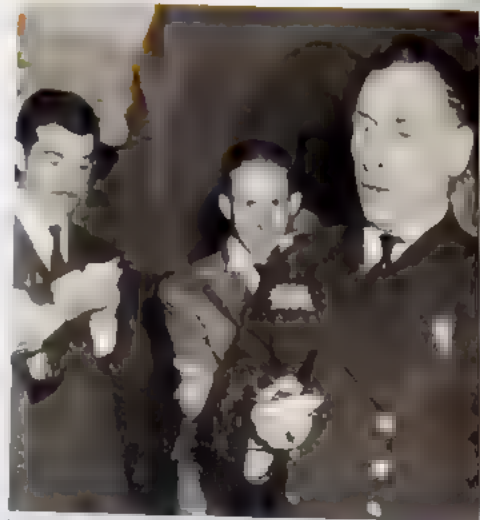
Fraichement promu général après avoir acquis, en dix-huit mois d'un commandement de secteur du bled, une connaissance directe des réalités algériennes de l'heure, j'étais, depuis trois semaines, l'adjoint du général de Pouilly, cinquante-six ans, qui commandait depuis sept mois la région militaire et le corps d'armée d'Oranie.

Les "képis blancs" égarés

Comme tous les officiers de notre armée, je savais qu'une voie où s'engageait le soldat complet et le parfait homme de cœur, admiré, respecté et aimé de tous qu'était le général de Pouilly ne pouvait qu'être conforme aux exigences de l'honneur, à une appréciation saine et lucide de la situation, à un choix habile et judicieux de la solution. Je constatai ma complète identité de vues avec lui quand, le 22, à 4 h 25, appelé près de lui, je l'entendis répondre au général Challe, qui le pressait par téléphone de se ranger dans son mouvement, qu'« il regrettait de le voir lancé dans une aventure à laquelle lui-même s'opposait catégoriquement ».

Cependant, sans pessimisme ni optimisme, le général de Pouilly voyait avec réalisme ce qui faisait la faiblesse de sa position. Les conjurés d'Alger et leurs émissaires en Oranie s'appuyaient, pour leurs adjurations et sommations successives — il y en eut cinq dans la journée

sur la présence d'éléments du 1^{er} régiment étranger de Bel-Abbès, entraînés par eux et soustraits à l'autorité de leur chef ces « képis blancs » égarés ne pouvaient manquer d'être chaleureusement soutenus par la population européenne d'Oran, et nous savions la répugnance profonde qu'auraient eu à s'opposer à eux par la force les éléments militaires fidèles qui n'avaient pas encore pris conscience du caractère insurrectionnel du mouve-



ment d'Alger et qui restaient attachés au sacro-saint principe de l'unité de l'armée. Ce ne serait qu'au prix d'un affrontement sanglant et à l'issue incertaine que le général de Pouilly pourrait essayer de se maintenir dans son quartier général du Château-Neuf; c'eût été, en effet, parfaitement indéfendable, au cœur d'une ville insurgée, sans recours aux armes les plus meurtrières.

Or il était persuadé que, pour provoquer l'essoufflement et la paralysie du mouvement d'Alger, ce qu'il fallait essentiellement, c'était gagner du temps.

C'est ce plan qu'il fit approuver par les envoyés du général de Gaulle : le ministre Joxe et le général Olié, qu'il réussit à faire se poser en sécurité à Mers el-Kébir. Dans la nuit du 22 au 23, il se porta à Tlemcen, en même temps que le préfet d'Oran, avec une équipe de commandement réduite à quatre officiers et moi-même, mais forte d'un détachement des



comparable à la leur dans la défense de conceptions différentes des leurs.

Le cas de l'Oranie est significatif. Le mouvement d'Alger a pu y trouver, comme ailleurs, des sympathies dans le monde militaire; il y a eu des partisans convaincus et actifs dans certaines unités de la légion; mais il y a rencontré désaveu ou opposition chez tous les titulaires des commandements, sans exception, au niveau des secteurs, de la marine de l'amiral Cornuault et de l'aviation du général Clausse, des cinq divisions des généraux Perrotat, de Menditte, Fourquault, Ginetet et Lassalle, et, au sommet de l'Oranie, du corps d'armée du général de Pouilly. L'opposition des principaux chefs a entraîné celle de leurs subordonnés bien disciplinés. Ce fut, pour le mouvement d'Alger, un échec qu'il ne pouvait endurer et qui contribua à son effondrement.

Pourquoi cette opposition ?

D'abord, parce qu'au regard de la connaissance que nous avions nous-mêmes de la situation réelle en Algérie, en France et dans le monde, nous étions sûrs que l'entreprise algéroise poursuivait des buts illusoire tout en comportant pour la nation des dangers très certains.

Mais surtout, l'intrusion de membres de l'armée dans la marche des affaires publiques allait à l'encontre de notre conception du rôle de l'armée dans la nation. Pour nous, une opposition aux ordres reçus n'est fondée que lorsque l'autorité d'où émanent ces ordres a perdu sa liberté d'action ou sa légitimité, ou bien lorsqu'elle va manifestement contre la morale ou le bien public. Nous n'étions pas dans ce cas, loin de là.

Certes, nous ne nous étonnions pas de voir des camarades, qui avaient tout notre estime, penser autrement que nous. Mais c'est un fait que, dans ce cas d'exception, nous ne pensions pas comme eux. Nous étions convaincus, comme eux, qu'il était d'ailleurs de leur côté, de posséder une saine et exacte compréhension

faire face à d'éventuelles tentatives de percée du barrage frontalier



ECPA

Extrême gauche : l'amiral Querville, qui a rallié Mers el-Kébir le samedi 22 avril en appareillant, en fin de matinée, d'Alger, sur une vedette rapide. **A gauche :** Coup de Frégac donne une conférence de presse au lendemain du putsch. Pendant ces quatre jours, il était resté prudemment caché ainsi que François Coulet, « l'œil de l'Élysée ». **A droite :** le général Olié. Lui aussi avait gagné Mers el-Kébir.



ECPA

transmissions bien équipé. Aussitôt, il diffusa un message réaffirmant son opposition au mouvement d'Alger et sa volonté de continuer à définir à chacun sa mission; tous devaient poursuivre, selon ses directives, l'exécution des missions militaires, dont la coordination continuerait à être assurée par l'état-major du corps d'armée et les directions des services, maintenus dans leurs installations techniques d'Oran. Il faut saluer la manière remarquable dont ce lourd et indispensable appareil de commandement a fonctionné sans ralentissement ni défaillance dans les conditions très difficiles où, sûr de sa valeur, n'avait pas hésité à le placer le général de Pouilly, dont il continuait à suivre les instructions que nous parvenions à lui faire tenir, tout en ignorant celles qu'auraient pu vouloir lui donner les émissaires d'Alger arrivés au Château-Neuf.

De la journée du 23, je me bornerai à évoquer, parmi tant d'autres, les diffi-

cultés surmontées par le commandant de la division Sud-Ouest, le général Ginestet, qui devait être assassiné à Oran l'année suivante.

En fin de soirée, il monte une manœuvre pour faire face à de violentes tentatives de percée du barrage frontalier dont il a la garde. Des éléments de la légion arrivent à son poste de commandement, s'en rendent maîtres et le somment d'adhérer au mouvement du général Challe. Sur son refus, il est gardé à vue. Mais la situation se dégrade à la frontière et, dans la nuit, on vient le presser de reprendre son commandement pour rétablir la situation, moyennant une déclaration de reconnaissance des autorités de fait d'Alger. Il obtient de communiquer avec le général de Pouilly. Aussitôt, celui-ci confirme qu'« en aucun cas un officier ne doit faire acte d'allégeance à une autorité non régulièrement investie, quelles que puissent être les conséquences sur le plan des opéra-

tions et de la cohésion des unités ». L'intensité dramatique de notre conversation téléphonique de minuit reste un des souvenirs les plus émouvants de ma carrière militaire. Ginestet à un bout du fil, Pouilly et moi à l'autre, nous prenions nos responsabilités de chefs militaires en pesant les facteurs de la décision tels que nous les apprécions dans la situation en cause.

Dans le courant de la journée du lendemain, le général Ginestet, dont la ferme attitude avait impressionné les contestataires qui lui avaient rendu sa liberté d'action, me dit que ses dispositions opérationnelles, combinées avec celles que j'avais pu prendre au niveau du corps d'armée, avaient eu un plein succès sur la frontière, son autorité était maintenant entièrement rétablie sur toute sa division, au nom de laquelle il adressa un télégramme de fidélité au gouvernement.

Dans la matinée du 24, le général de Pouilly prit de sa seule initiative une décision surprenante et le plus souvent mal comprise, qui ne s'explique que par le caractère absolument insolite de cette fronde militaire qui requérait des solutions hors de l'ordinaire. Il y fallait la hauteur de vues et en même temps que la grandeur d'âme et la complète abnégation du général de Pouilly.

Deux régiments de parachutistes du Constantinois venaient d'arriver à Oran, sur ordre du général Challe, pour mettre fin aux oppositions que ses partisans n'avaient pas réussi à réduire. L'un d'eux devait s'emparer du général de Pouilly, puisque celui-ci, échappé de la souricière d'Oran, conservait sur son corps d'armée une autorité qui s'opposait à celle d'Alger. Le général de Pouilly avait donné l'ordre de barrer les itinéraires menant d'Oran à Tlemcen et nous avions étudié attentivement avec le préfet régional le discours radiodiffusé du 23, 20 heures, dans lequel le général de Gaulle ordonnait de résister aux putschistes « par tous les moyens ». On était tout proche de l'ouverture du feu



« Les « vacances sahariennes » de Jean Morin ont pris fin. Les légionnaires ont quitté le G.G., remplacés par les gardes mobiles. La légalité est rétablie. Louis Joxe et le général Olié viennent « réinstaller » Morin, ~~donc réinstauré~~ pendant le putsch a été ~~réinstauré~~ critiquée par le ~~ministre des Affaires algériennes~~ algériennes, qui ne comprend pas comment la légalité a pu se « défaire » à un tel point devant la ~~détermination~~ des généraux rebelles.



Opérations à la frontière algéro-marocaine. L'A.L.N. met à profit les dissensions au sein de l'armée française pour chercher à franchir les barrières frontalières, tant du côté marocain que du côté tunisien.

de Pouilly eut un long entretien avec Challe

entre détachements français, au bord de la guerre civile. Seul, pensa le général de Pouilly, un entretien direct entre lui et le général Challe pourrait démontrer à celui-ci la vigueur de l'opposition sur laquelle butait son mouvement et l'extrême gravité des événements vers lesquels on courrait s'il ne renonçait pas à poursuivre sa tentative.

Voilà pourquoi eut lieu à Alger, entre ces deux camarades de promotion de Saint-Cyr, un entretien de deux heures. Ce qu'ils se dirent est l'affaire de ces deux hommes. Personne, à mon sens, ne peut dire quelles en furent les répercussions sur la suite des événements.

D'Alger, le général de Pouilly, qui avait pensé que son retour à Tlemcen serait assuré, fut expédié au Sahara, où il fut gardé à vue à In-Salah avec plusieurs autres personnalités qui, comme lui, ne reconnaissaient comme autorité que celle du gouvernement et qui étaient tombées entre les mains des conjurés d'Alger.

Après le départ de Tlemcen du général de Pouilly, conformément à ses instructions, j'assurai depuis notre P.C. léger la permanence du commandement du corps

d'armée. Aux divisions, par téléphone et par liaisons d'officiers, je m'attachai à faire comprendre la position du général de Pouilly et à diffuser ses ultimes instructions : « Ne jamais reconnaître, pour quelque activité que ce soit, que les autorités régulièrement investies par le gouvernement. »

Malgré le lien forgé

Dans cet ordre d'idées, j'utilisai la liaison téléphonique établie par nos transmetteurs sur Paris, via l'ambassade de France au Maroc, pour demander au général Olié de nommer au commandement du corps d'armée, en l'absence du général de Pouilly, le général Perrotat, qui était le plus ancien des divisionnaires; c'est ce qui fut fait le 25.

Dans la journée du 25, en rapport avec le déroulement de la crise à Alger, la situation se dénoua en Oranie aussi vite qu'avait crû son intensité dramatique dans les jours précédents.

Cette journée fertile en incidents de toute sorte, fut occupée par moi à parti-

ciper à la prise de son commandement provisoire par le général Perrotat, à rassembler des moyens pour intercepter une forte bande rebelle provenant du Maroc et à faire repasser les deux régiments de parachutistes sous l'autorité régulière. En fin d'après-midi, le général Perrotat put gagner Oran et nous y retrouvâmes le fidèle état-major du corps d'armée. Dans la nuit, à 350 km de là, les deux régiments de parachutistes recevaient de moi des instructions pour leur retour dans leurs stationnements habituels.

Le 26, à 20 heures, le général de Pouilly reprit son commandement à Oran.

Officiers putschistes et officiers loyalistes, nos conceptions opposées de l'honneur et du devoir nous avaient dressés les uns contre les autres malgré le lien forgé entre nous par tant de campagnes vécues en commun.

Nous sortions meurtris de ces quatre dramatiques journées, mais conscients les uns et les autres d'avoir fait ce qu'il fallait pour que le sang de nos soldats ne coulât pas dans une lutte fratricide. **H**

Général HUBLOT

HISTORIA

magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis

Éditions Jules Tallandier

Directeur de la publication : **Maurice Dumoncel**

Directeur des périodiques : **Georges Mazoyer**

Directeur :

Yves Courrière

Conseiller auprès

de la Direction :

Général Beaufre

Rédacteur en chef :

Jean Fontugne

Adjoints :

Jacques Kohlmann

Liliane Crété

Chef service photo :

François Wittmann

Directeur des publications

Historia :

Christian

Melchior-Bonnet

Administration :

Christian Clerc

Maquettiste :

Claude Rebolo

Dessinateur :

John Batchelor

Fabrication :

Roger Brimeur

Secrétaire :

Brigitte

Le Pelley Fonteny

Adjoint :

Charles Meyer

Directeur

de la promotion :

Jacques Jourquin

Assistants :

Chantal de Pinsun

Françoise Rose

Relations publiques :

Claude Bénédick

Abonnements :

Jean-Loup Pellé

RÉDACTION-ADMINISTRATION :

Librairie Jules TALLANDIER

170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cédex 14.

T. 325-11-82.

Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. — Belgique, 35 FB.

Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Isaïre, PARIS-14^e.
Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris
2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 85, rue de
Hannu, B 1050 BRUXELLES. Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :

1^{er} 6 mois - 24 numéros.

67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.

2^e 1 an - 48 numéros.

123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.

3^e 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.

159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 199 FF.

4^e 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.

302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

5^e 16 numéros : 341 (87) à 371 (112).

45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :

FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou France.

BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de
T.A.M.P., 1, rue de la Petite-Île, 1070 BRUXELLES
CCP 416-69.

SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :

1^{er} Les abonnements peuvent être pris à partir du
n° 184 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algé-
rie) ou du numéro en cours.

2^e Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure
recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures néces-
saires pour relier 48 numéros.

3^e Le magazine est hebdomadaire, mais en juillet et en
août il ne paraît que deux numéros par mois.

4^e Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et
bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.

5^e Pour toute correspondance relative à votre abonne-
ment (échange d'adresse, réclamation, renouvelle-
ment), envoyez-nous l'unique feuille sur notre dernier
envoi, elle porte toutes les références vous concernant.

6^e Toute demande de changement d'adresse doit être
accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE

Mai 1961

FRANCE

3 : Conseil des ministres (affaires algériennes :
maintien en application de l'article 16 jusqu'au
réglement du conflit).

6 : incarcération du général Zeller à la Santé.

8 : allocution radiotélévisée du général de Gaulle.

9 : grève des transports.

Roger Frey est nommé ministre de l'Intérieur.

10 : le Gouvernement français et le G.P.R.A. annon-
cent simultanément que les pourparlers d'Évian
s'ouvriront le 20 mai.

18 : grève des transports.

19 : grèves chez Renault et à Air France.

20 : Ben Bella et ses codétenus sont transférés en
résidence surveillée à Turquant.

Ouverture des pourparlers d'Évian.

Décret sur la réquisition des personnels des services
publics.

23-25 : visite en France du roi Baudouin et de la
reine Fabiola de Belgique.

26 : conférence de presse de Louis Joxe sur les
négociations en cours à Évian.

Création de la « Fédération nationale des Français
d'Algérie ».

29 : ouverture du procès Challe-Zeller.

31 : verdict au procès Challe-Zeller : 15 ans de
réclusion criminelle.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1-15 : manifestations à Alger et Oran.

2-18 : visite du président Bourguiba au Canada, aux
États-Unis et en Grande-Bretagne.

4 : dissolution de l'ordre des avocats à Alger.

Réorganisation de la police et du commandement
en Algérie.

5 : modification de la procédure pénale en Algérie.

5-7 : perquisitions en Mitidja.

7 : mesures de sécurité à Alger.

Réunion du G.P.R.A. à Tunis.

9 : découverte d'un complot contre-révolutionnaire
en Turquie.

Manifestation musulmane à Marengo et Djidjelli.

Formation en Iran du gouvernement Amini après la
démission du gouvernement Emami.

13 : suspension des trois principaux quotidiens
d'Alger.

15 : conférence de presse de Coup de Fréjac.

16-22 : incidents à la frontière algéro-marocaine.

17 : décret relatif à la presse en Algérie.

18 : discours radiodiffusé de Ferhat Abbas.

20 : décision par la France d'une mesure de trêve
unilatérale.

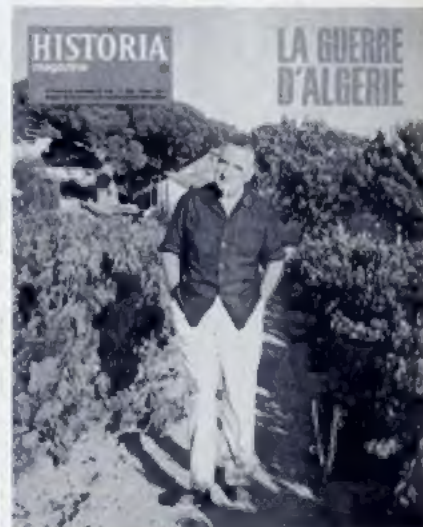
Accord aérien franco-tunisien.

22 : embuscade de Millana.

31 : assassinat de Roger Gavoury, commissaire cen-
tral d'Alger.

(A suivre)

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



GEORGES POMPIDOU : MISSIONS SECRÈTES

Sommaire

● Après l'échec

C'est maintenant l'heure des comptes et peut-
être même des règlements de comptes. La
répression s'abat sur tous ceux qui ont participé
au putsch : elle est sévère. Elle frappe durant des
semaines, des mois, même les simples sympathi-
sants.

● Les secrets de l'Élysée

De Gaulle a préparé, dès janvier 1961, la ren-
contre que doit avoir son représentant avec un
délégué du G.P.R.A. Elle aura lieu dans une
chambre d'hôtel truffée de micros et de bandes
enregistreuses qui feront le bonheur des services
spéciaux suisses.

● Négociations à Évian

Georges Pompidou a bien fait les choses. Des
responsables du G.P.R.A. et du F.L.N. sont à
Évian. Les polices suisse et française sont sur
les dents. Les déplacements se font uniquement
en hélicoptère. L'hôtel du Parc est transformé en
camp retranché...

● Les commandes « Delta »

A peine le putsch terminé, civils et militaires
entrés dans la clandestinité engagent le combat
de la dernière chance. Roger Degueldre, le pre-
mier, passe à l'action armée, en plein Alger et
contre des officiers de police.

